

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

12 JUIN 1975 - N° 160 B.P. 161 75864 Paris cédex 18 - C.C.P. Front Rouge 31-191-14 La Source 2F

HALTE AUX AGRESSIONS CONTRE

LES OUVRIERS EN GREVE



En même temps que les travailleurs multiplient aujourd'hui leurs luttes, c'est de plus en plus fréquemment qu'ils doivent affronter la violence des flics ou des milices patronales montées à cet effet. A Usinor, les aciéristes qui bloquaient les coulées avaient été délogés par les C.R.S. A la CFEM de Rouen, à Chausson-Reims, à Chausson-Asnières, les CRS ont aussi agressé les travailleurs qui occupaient leur usine. Mais il n'y a pas que cela : l'Etat capitaliste et les patrons se divisent le travail. Ainsi Amaury, le patron du Parisien Libéré, Chausson... ont mis sur pied des milices patronales chargées de conserver l'usine, d'en interdire l'accès aux ouvriers en grève. Avec coups de poing américains, barres de fer, matraques, chiens policiers, talkies-walkies, les reliant directement à la police... ces milices bien armées agressent sauvagement les travailleurs, en blessant gravement plusieurs, lundi à St. Ouen, devant la nouvelle imprimerie du Parisien Libéré, mardi à Asnières devant Chausson.

Ce renforcement de la violence capitaliste contre les travailleurs en lutte en dit long sur toutes les promesses libérales de Giscard. Malgré la division du travail qui existe dans les sphères dirigeantes entre Giscard et Poniatowski, les travailleurs voient clairement la politique suivie par la bourgeoisie depuis un an. D'un côté, on a tenté de les duper avec un train de réformes (dont beaucoup sont recopiées du programme de la « gauche », train de réformes censées répondre à leurs aspirations. D'un autre côté, on leur a imposé un gigantesque chantage à l'aggravation de la crise, chantage à la catastrophe qui guetterait la France si les ouvriers ne se solidarisent pas avec leur patron, ne renoncent pas à leurs revendications et aux grèves pour les faire aboutir.

Démagogie et chantage, ces deux volets de la politique de Giscard, les travailleurs de Chausson, des Câbles de Lyon, d'Usinor, d'Unimel... les ont rejetés. Surmontant les hésitations qu'avait fait naître cette nouvelle mouture de la politique de la bourgeoisie, ces travailleurs ont montré la voie à leurs camarades, montré la voie d'un mouvement d'ensemble capable de vaincre la bourgeoisie. Face à cela, devant l'échec de sa démagogie réformiste et de son chantage à la

crise, la bourgeoisie n'a d'autres ressources que de frapper, de frapper fort pour récupérer les usines occupées, pour éviter l'extension des mouvements.

Les travailleurs ne laisseront pas se développer sans riposte ces agressions contre leurs camarades à Usinor, Chausson... Loin d'atteindre le but escompté, la politique de Giscard-Poniatowski ne fait qu'aggraver les difficultés de la bourgeoisie, ne fait que révéler encore plus crûment les contradictions entre le langage, les promesses de Giscard et la pratique exacte de son gouvernement. La solidarité en direction des grévistes, l'aspiration à un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière ne fait que se renforcer après les exactions des troupes de Poniatowski.

En organisant leur riposte, les travailleurs devront rester vigilants face à la tentative clairement exprimée par le P.C.F. de récupérer leur révolte contre les agressions policières, au profit de sa « campagne sur les libertés ». A ce sujet, les protestations du P.C.F. après ces agressions sont révélatrices : on lit ainsi dans l'Humanité du 10 juin que l'intervention de la police est « hors de propos » : « Il y a mieux à faire : s'efforcer que se nouent des négociations entre les parties en présence ; même lorsque le cœur et la raison gouvernementales penchent du côté du grand patronat, c'est une façon d'agir plus efficace à tous égards que le gaspillage et l'utilisation hors de propos des effectifs policiers contre les travailleurs ».

Evidemment, cette conception des libertés du P.C.F. ne saurait être celle des travailleurs : l'Humanité propose de mieux utiliser les CRS, de ne pas gaspiller leurs efforts, et en aucun cas, ne remet en cause le rôle fondamental dévolu par la bourgeoisie à ces troupes répressives.

Les travailleurs sauront, en écartant de leur chemin ces gens là, exprimer leur solidarité avec les travailleurs en lutte, victimes des agressions policières. Ils sauront s'engager à leur tour dans les luttes et développer le mouvement d'ensemble auquel aspire toute la classe ouvrière. C'est sur cette voie que notre Parti les appelle.

chausson : reportage à asnières et à gennevilliers

A PRES les CRS et les Cadres, la direction fait appel à une vingtaine de nervis fascistes. Faire une nouvelle manifestation ? Réoccuper l'usine ? Les travailleurs préparent la riposte malgré les obstacles dressés par les révisionnistes. Notre Parti intervient quotidiennement et développe la perspective de la Révolution.

parisien libéré

LE Parisien Libéré, feuille pourrie qui diffuse une idéologie fascisante, a pour fonction de faire passer Giscard pour « progressiste », en critiquant toute mesure de « libéralisation » qu'il prend. Son patron de choc, Amaury, veut briser par tous les moyens la lutte des travailleurs du livre. Mais ils ont montré, par leur combativité, qu'ils ne veulent pas céder à sa politique de force.

réunion de l'opec

L'OFFENSIVE de l'impérialisme US, en particulier à travers son « agence de l'énergie », contre les pays producteurs de matières premières vient, avec la réunion de l'OPEP au Gabon, de connaître un nouvel échec. Avec cette réunion, on assiste à un nouveau renforcement du Tiers-Monde qui refuse de continuer à utiliser le dollar comme base d'évaluation du pétrole.

CHAUSSON : une journée avec les travailleurs en lutte

Mardi, 8 heures, devant l'Usine « H », c'est l'Assemblée générale quotidienne, commune aux usines « G » et « H ». Sur la porte, on peut lire, écrit au feutre, « Jours de grève : 27e », c'est que dans une lutte chaque jour compte. Ce matin, chacun attend le résultat des dernières discussions avec la direction. En effet, de jour en jour elle recule, et, comme l'annonce les tracts du Comité de grève et des syndicats, c'est 140 F. qu'elle concède maintenant. Mais parallèlement à ces premières concessions, la direction multiplie les attaques contre les grévistes, notamment à Asnières où, comme l'explique le représentant de l'inter-syndicale dans sa prise de parole, elle vient de remplacer les cadres et la maîtrise qui avaient eux mêmes pris la place des CRS vendredi, par un groupe d'une vingtaine de nervis à sa solde, armés et accompagnés de chiens. Cette nouvelle provoque la colère des grévistes de Gennevilliers et les dernières propositions de la direction sont immédiatement repoussées. « 250 F. pour tous », « Parité avec Renault », ces mots d'ordre concluent l'AG. Les travailleurs sont appelés à faire pointer leur carte de gréviste et à participer aux assemblées des grévistes qui se tiennent à l'intérieur de chacune des deux usines « H » et « G ». Nous nous rendons à l'usine d'Asnières.

«... LES GARS AVEC DES LUNETTES DE SOLEIL, C'EST EUX...»

Une discussion plutôt animée a provoqué un attroupement sous la passerelle. Un travailleur nous met au courant : « Regarde, juste au dessus, derrière les carreaux, les gars avec des lunettes de soleil, c'est eux... un copain vient de se faire blesser par une bouteille ». Il s'agit bien sûr des fascistes envoyés par la direction. « On voulait juste les photographier, histoire de faire connaissance, alors on a mis le jet d'eau pour faire diversion pendant qu'un autre opérait... Mais apparemment ça ne plaît pas à tout le monde ». En effet un délégué CGT est en train d'expliquer qu'il ne faut pas faire de provocation. D'où la discussion. De fait c'est sur la question de l'attitude à prendre vis-à-vis de ces nervis qui « occupent » l'usine que s'engage le débat. « Pourquoi les provoquer, laissons les faire, ils occupent l'usine à notre place... Plus besoin de venir la nuit... », c'est un délégué CGT, membre du P«C»F qui parle. Il est loin de faire l'unanimité, y compris auprès des autres délégués. « Non, les fascistes ou les flics, c'est du pareil au même, ils ont remplacé des flics par d'autres flics », « 200 gars bien décidés et on les vide... », « Non, ce qu'il faudrait c'est une manif comme vendredi, mais qui irait tout droit... ». C'est à dire dans l'usine bien sûr. Chacun donne son point de vue et ce qui se dégage c'est que de nombreux travailleurs envisagent la possibilité de réoccuper l'usine. Aussi la démarcation apparaît nettement entre les révisionnistes qui, par avance, s'opposent à cette idée et refusent même d'en discuter, et le groupe qui continue la discussion. « Si la surveillance avait été bien organisée ça ne serait pas arrivé. C'est comme les cadres, on aurait très bien pu les vider... Il n'y aurait sûrement pas eu beaucoup de riposte, d'ailleurs si la direction les a remplacés par ces fascistes c'est qu'elle n'était plus très sûre d'eux. Faut dire qu'on leur en a fait voir... ». Et de nous expliquer les coups de téléphone donnés pendant toute une journée, alors que les cadres « travaillaient » sous la protection de ces CRS, uniquement pour pointer les présents, si bien qu'à la fin de la journée c'était une liste complète des cadres qui pouvait être téléphonée par les grévistes au standard. « A la reprise, il y aura des règlements de compte, ça ne pourra plus être comme avant, les ricards au bistrot, c'est fini... C'est tout le baratin de la direction et de la maîtrise sur « nos intérêts communs » qui part en déconfiture ».

«... C'EST PAS LE MOMENT DE FAIRE DES BETISES...»

C'est l'heure du repas, des petits groupes poursuivent la discussion en allant manger. Au passage nous entendons un membre du P«C»F nous dire : « Si vous croyez que je reste là pour le plaisir... Allez les gars, c'est pas le moment de faire des bêtises... ». Effectivement les révisionnistes qui restent à proximité de la

passerelle ne sont nullement là pour affirmer leur combativité face aux fascistes, mais bien pour essayer de contenir toute initiative qui viserait à les déloger. « Dans cette grève, on ne peut pas dire que les syndicats ou le P«C»F contrôlent les gars... Ils ont vraiment peur d'être débordés, surtout depuis l'intervention des CRS ».

Nous prenons notre repas au FJT ; la banderole affirmant la solidarité des résidents avec les travailleurs de Chaussou est toujours là. A la table à côté, des grévistes discutent des milices privées de Chaussou et de la volonté de la direction de monter la CFT dans l'usine. En face de nous un camarade postier au centre de tri de Gennevilliers tient à nous expliquer pourquoi les travailleurs du Centre viennent de refuser de s'associer à la journée d'action des directions syndicales. (voir encart).

16 heures, nous nous trouvons devant les bureaux de la direction-Chaussou, avenue des Grésillons. Une délégation était prévue, c'est en fait plusieurs centaines de travailleurs, en majorité immigrés, qui ont tenu à venir manifester leur haine des fascistes et des patrons : « Fascistes hors de Chaussou », « Chaussou doit payer », sont les mots d'ordre les plus repris. Dans sa prise de parole, le représentant des syndicats précise qu'« il n'est pas question de négocier tant que les fascistes seront dans l'usine ». Pour les travailleurs, c'est une évidence...

«... UN PROGRAMME POUR LES OUVRIERS, CA NE SERA JAMAIS ADMIS PAR LE PATRON...»

Le soir, Place Voltaire, les cafés sont pleins et bien souvent, c'est de Chaussou dont il est question dans les discussions. Au « Cadran », nous avons rendez-vous avec des camarades du Parti et des travailleurs de Chaussou afin de faire le point sur la situation, de confronter les éléments recueillis au cours des différentes discussions. De la table à côté, un travailleur nous demande ce qu'on pense de l'intervention des nervis de la direction. Deux tables, trois tables... chacun intervient, explique les réactions de ses camarades de travail, qu'il soit de Gennevilliers ou d'Asnières, chacun se sent directement concerné. Il est beaucoup question de l'attitude du P«C»F : « On est délaissé par le P«C»F, la majorité des gars veut la lutte. Pourquoi occuper l'usine et dire en même temps que si les flics viennent on les laisse rentrer... ça n'a pas de sens, ça affaiblit la lutte, à quoi bon aller aux piquets, rester la nuit... si c'est pour laisser faire ensuite ». « Oui, le P«C»F fait tout pour contenir les gars, c'est comme en 68... moi j'étais au P«C», mais j'ai vite compris, c'est un travailleur français, peintre au Chenard, qui parle. « Si c'étaient des gars qui avaient vraiment envie de lutter qui étaient au P«C», ils ne feraient pas comme ils font. Les délégations, les maires, les députés c'est bien beau, mais eux c'est pas leur beefsteak qu'ils défendent, alors... ». « Moi je suis démoralisé quand je vois des gars qui en veulent, se laisser endormir par des trucs bidons ». C'est du Programme Commun qu'il s'agit. « Tu penses bien qu'un vrai programme pour les ouvriers, ça ne sera jamais admis par les patrons, s'il valait quelque chose, leur programme il serait vraiment combattu par les patrons... et les ouvriers, nous, on se batterait pour... ». C'est un travailleur de Gennevilliers qui parle ; depuis l'intervention des CRS, il assiste aux AG à Asnières, témoignant ainsi du désir d'unité entre les travailleurs des deux usines. « Oh, les gars du P«C»F pour ce qui est de parler ils se posent là... Toujours en train de te dire en URSS, c'est comme ci, c'est comme ça, ils feraient mieux de s'occuper un peu plus de la lutte ici. Surtout qu'entre nous la Russie, je crois pas que c'est le bon modèle. Non, ce qu'on veut nous, c'est travailler normalement, à son rythme quoi, vivre honnêtement... Seulement ça, ça ne viendra pas tout seul, c'est contraire au capitalisme ».

Cette discussion, souvent animée, passionnée, mais aussi réfléchie, montre le peu d'intérêt que ces travailleurs portent aux propositions des révisionnistes, à partir précisément de l'attitude qu'ils adoptent dans la lutte, tous les jours. Car les travailleurs ne sont pas sans relever un certain nombre de contradictions dans leur comportement. « Depuis le début de la lutte, les gars du P«C»F n'arrêtent pas de nous dire qu'il faut veiller à notre outil de travail, que s'il y



avait des dégradations, ça se retournerait contre nous... C'est pas forcément faux, mais là maintenant avec les fascistes dans l'usine, il est protégé notre outil de travail ? », « Et puis à Chaussou, le P«C»F il a quand même un certain passif, tous les compromis qu'il a accepté ; tiens pour l'amicale par exemple, maintenant ils sont les premiers à en demander la dissolution, mais ça fait longtemps qu'on le demandait, qu'est ce qu'il faisait lui, le P«C»F ? ».

Nous demandons comment cet obstacle pourra être surmonté et nous soulignons le fait que dans la discussion c'est du P«C»F et non de la CGT ou des syndicats qu'il s'agit. « Les syndicats c'est autre chose, c'est un moyen de se battre, si tu te bats et que tu as raison, le syndicat est bien obligé de suivre. D'ailleurs à Chaussou dans la CGT il y a beaucoup de gars qui sont pas d'accord avec le P«C», je ne suis pas tout seul dans mon cas ».

A la fin de cette discussion, des contacts sont pris, « Front Rouge » circule. Il est 7 heures et une réunion des contacts du Parti sur Chaussou doit avoir lieu, un cercle d'ouvriers marxistes-léninistes est en train de se développer dans l'usine. C'est que depuis le début de la lutte, le Parti intervient quotidiennement.

L'IDEE DE LA REVOLUTION

Chaque matin, à Gennevilliers plusieurs camarades sont là, des tracts sont distribués plusieurs fois par semaine, des panneaux expliquent les propositions du Parti, des camarades vendent la presse. C'est ainsi, par exemple, que l'idée de la manifestation de vendredi dernier, d'une manifestation qui regroupe les travailleurs d'Asnières et de Gennevilliers, a fait son chemin. Le Parti a également souligné l'importance de la popularisation, et sa proposition d'une grande collecte à la Gare Saint Lazare a été vite reprise par les travailleurs et proposée ainsi au Comité de Grève : hier une collecte organisée par les grévistes a eu lieu à la Gare du Nord, et elle aussi a été un succès puisqu'elle a rapporté près de 900.000 AF, c'est la preuve que cette initiative était juste. Lorsque des délégations de soutien ont été organisées par le Comité de grève, le Parti y a pris une part active.

Aujourd'hui, les propositions du Parti concernent la question de la réoccupation de l'usine d'Asnières et le renforcement de l'occupation à Gennevilliers. Cela ne peut se faire que sur la base d'une large popularisation de la lutte. Mais dans ces tracts le Parti parle aussi de la situation d'ensemble en France aujourd'hui, explique les leçons à tirer des luttes récentes et passées, dénonce l'attitude des révisionnistes.

Les nombreuses discussions le prouvent : les travailleurs, du fait même qu'ils sont en lutte, se posent ces questions. « Préparer les travailleurs à la perspective de la révolution, c'est la solution que propose notre Parti » peut-on lire dans le tract du Parti diffusé ce matin, mercredi. Cette solution, l'idée de la Révolution, une autre idée qui commence à faire son chemin à Chaussou.

Reportage : Pierre MOREL.

nouvelles brèves...de nos correspondants

FPA : FORMATION PROFESSIONNELLE OU CAMOUFLAGE DU CHOMAGE ?

C'est la question que posent les stagiaires du centre de Formation Professionnelle des Adultes (FPA) de Stains (banlieue parisienne). Déjà, en avril, les membres de ce « contre-modèle » (ouvert en novembre 74) avaient occupé les locaux et séquestré la direction pour obtenir des trousseaux de pharmacie. Après cette lutte victorieuse, le mouvement a repris le 5 juin pour exiger que les fraiseurs et tourneurs qui allaient sortir de stage aient un emploi. Dans un tract, les stagiaires du centre de Stains dénoncent :

- « — Une formation souvent payée à 90 % du SMIC.
- En cas de maladie, un remboursement dérisoire de la sécurité sociale (2,90 F./H).
- Des conditions de sécurité et de travail pires que dans l'industrie.
- Un règlement de caserne, aucun droit syndical... »

MAIS SURTOUT NOUS SOMMES ASSURES DE NOUS RETROUVER AU CHOMAGE A LA SORTIE »

Et ils expliquent que la FPA, « opération-intox » a finalement un double but :

- 1) de démobiliser les travailleurs menacés de licenciement en leur faisant miroiter une possibilité de reclassement comme ouvriers professionnels.
- 2) de camoufler un nombre important de chômeurs (plus de 60.000 par an).

UNITE DES TRAVAILLEURS CONTRE LE CHOMAGE !

corr. FPA Stains 7/6.

GRENOBLE INFRAFOUR.

Depuis le 6 mai, les 193 salariés des 3 unités Ugine Infrafour occupent les usines. Fabriquant des fours thermiques, c'est une usine de « pointe »... Les travailleurs organisent collectes, commissions, propagande...

NON AUX LICENCIEMENTS !

HOPITAL DE LA TRONCHE.

Les travailleurs hospitaliers entrent en lutte pour faire échec aux mesures Veil d'après lesquelles seules les infirmières et aide-soignantes recevront une prime (de 100 à 250 F.). Pour l'écrasante majorité, rien du tout. Le personnel réuni en AG a décidé de se mettre en grève. 250 F. pour tous !

Corr. Grenoble 6/6.

pour que paraisse
en septembre 75
je souscris des
aujourd'hui un
abonnement à :

FRONT ROUGE QUOTIDIEN

- 1 an 250 F 3 mois 80 F
 6 mois 180 F 1 mois 30 F

nom
profession
adresse

cochez d'une croix la case choisie et envoyer à F.R. BP 161 - 75864 Paris Cédex 18

Le mouvement des prostituées

Des prostituées se sont installées, depuis plusieurs jours, à Lyon, puis dans d'autres villes, dans des églises. Avant qu'elles en soient chassées par la police de Poniatowski, évêques et archevêques avaient eu le temps de témoigner leur compréhension et leur sollicitude à leur égard. Il est vrai que depuis quelques mois Daniélou et un de ses frères ont trouvé la mort dans l'exercice de cette tâche apostolique. La presse et la radio bourgeoise se sont fait avec une certaine complaisance l'écho des « revendications » de ces manifestantes.

Toutes sortes de bonnes âmes font semblant d'oublier que des prostituées ne sauraient en aucun cas exprimer librement, collectivement la moindre révolte, qu'elles sont asservies, « soumises à la loi du milieu », au réseau de proxénètes qui ont sur elles, avec la complicité tacite de la police, tous les droits, y compris, si besoin est pour les mettre au pas, de tuer. En conséquence la prostitution indépendante ne peut être qu'occasionnelle et marginale. Et de fait, le mouvement présenté comme spontané ne remet pas le moins du monde en cause la prostitution. Au contraire, il s'agit de réclamer (suppression des amendes, imposition « raisonnable » des revenus, droit à la Sécurité Sociale, à la retraite pour les prostituées mères de famille...) une « législation de la prostitution comme étant un métier utile ». On ne voit pas ce que les proxénètes ont à perdre dans ces revendications. Déjà, en 1972, à Lyon, les proxénètes avaient fait manifester les prostituées pour revendiquer la recrudescence contre des amendes... et pour le libre exercice des activités de leurs protégées. Le plus cocasse de cette histoire, c'est que parmi les

commissaires chargés de canaliser cette manifestation, plusieurs ont été un peu plus tard convaincus de proxénétisme. Ils étaient en bonne place pour diriger « leur » manifestation !

De quoi s'agit-il alors ? Fin 1972, il était apparu clairement que politiciens bourgeois, hommes d'affaires, policiers, truands, proxénètes et prostituées formaient une chaîne ininterrompue. A l'époque, à Lyon déjà, à la veille des législatives de 1973, des forces bourgeoises hostiles à l'UDR avaient soulevé le « scandale » des policiers-proxénètes, pour discréditer l'UDR largement impliquée dans l'affaire. Avec 3 ans de recul, il est plus que jamais indéniable que l'opération a profité... aux « républicains indépendants » de Giscard, et aux réformistes.

Aujourd'hui, Giscard est président, Poniatowski ministre de l'intérieur. La lutte ne semble pas pour autant terminée. L'IGS, police des polices, mène une enquête sur certains policiers haut placés protégeant et rackettant à la fois plusieurs bordels de luxe. Cette enquête viserait à savoir pour le compte de qui ont travaillé les « établissements de luxe » parisiens. Car, d'après ce que l'on sait, ces établissements fonctionnaient pour certains services de renseignements français : SDECE (service de contre-espionnage), DST, Renseignements Généraux... et même, comme ce fut le cas à Lyon, pour le compte de policiers chargés de lutte contre le proxénétisme.

Plusieurs tenanciers auraient commencé à parler... en particulier une certaine Katia, dite La Rouquine, ancienne maîtresse de Souchon, l'un des deux policiers qui ont enlevé Ben Barka. Elle aurait donné toute une liste

d'établissements protégés soit par la brigade mondaine de Paris, soit par différents services secrets... elle aurait même donné les tarifs précis des sommes versées par les diverses boîtes à certains services de la police pour pouvoir continuer leurs affaires. Voilà qui promet... à moins que tout ne soit étouffé avant que l'on en sache davantage...

S'opposant en fait à un contrôle causé par l'enquête de l'IGS et renforcé par les amendes, les lourdes impositions, le « mouvement » actuel des prostituées ne peut se comprendre que comme un épisode, une conséquence d'une bataille dans laquelle s'affrontent les clans rivaux de la bourgeoisie.

S'assurer une position dominante dans les réseaux de prostitution, cela veut dire consolider ses points d'appui dans la police, avoir un accès aux revenus énormes (plus de 300 milliards d'anciens francs par an) tirés de la prostitution, disposer d'hommes de main, de truands à gage... et de moyens de scandale de mœurs contre toute une série de personnalités politiques rivales, tout en s'en protégeant soi-même.

Mais le dessous de cette affaire, et les manœuvres de ceux qui tirent les ficelles ne sauraient faire perdre de vue, la révolte importante qui existe dans toute la France chez ces femmes contraintes à se prostituer. Issues pour la plupart des couches populaires, poussées par la misère vers le milieu de la prostitution, l'organisation même de ce milieu ne leur laisse pratiquement aucune chance pour s'en sortir. Elles se trouvent ainsi soumises non seulement aux menaces directes des souteneurs, mais aussi à celui tout aussi permanent de l'état capitaliste. Parce

que sous couvert de faire la chasse au proxénétisme, les interventions de police répétées n'ont qu'une seule conséquence, la collecte régulière des amendes infligées aux prostituées. Parfaitement hypocrite avec sa législation, l'Etat loin de détruire les réseaux de souteneurs et de prostitution, les tolère et en tire des revenus très importants. Le plus grand bénéficiaire du proxénétisme c'est évidemment l'Etat !

Pour les prostituées ce racket permanent auquel elles sont soumises conduit nombre d'entre elles, à ne disposer que de faibles revenus. Soumises en plus de la répression des proxénètes, à la menace perpétuelle de la prison sans aucune assurance de leur avenir quand elles seront âgées, sans aucunes ressources quand elle sont malades, les prostituées ont de nombreux motifs de révolte. C'est ce qui les a conduit à déclencher leur mouvement sur toute la France et à avancer leurs revendications. Les manœuvres des proxénètes, des policiers véreux et des fractions politiques de la bourgeoisie n'ont fait que se greffer sur cette situation.

Un tel mouvement rappelle opportunément que c'est le capitalisme qui perpétue la prostitution.

La prostitution est le pendant de la famille bourgeoise. Elle sont toutes les deux liées à la propriété privée et aujourd'hui au système capitaliste.

La prostitution, intimement liée au système d'exploitation et d'oppression capitaliste, ne pourra disparaître qu'avec la société bourgeoise elle-même.

Thérèse VERNET.

nouvelles brèves... La tristesse de Chaban Delmas

Chaban vient de confier au journal Sud Ouest « sa tristesse » de ne pas aller aux assises de l'UDR à Nice, ce week-end. Il se ridiculise une fois de plus par le prétexte qu'il invoque : ne pas troubler la réunion par son désaccord sur le fait que Chirac est à la fois premier ministre et secrétaire de l'UDR. Son absence à Nice montre en fait son échec à rassembler autour de lui ceux qui, dans l'UDR, expriment les réticences d'une partie de la bourgeoisie vis à vis de la politique étrangère de Giscard, en particulier de l'attitude vis à vis des USA.

Stirn et les "TOM"

Stirn, secrétaire d'Etat aux « TOM », a déclaré cyniquement hier que « les TOM ne posent pas de difficultés majeures particulières ». Au moment où l'impérialisme français assassine et emprisonne le peuple de Djibouti, cela montre le vrai visage du gouvernement ; mais de telles déclarations sont bien impuissantes à entraver la lutte de libération des peuples colonisés par l'impérialisme français.

MITTERRAND ET SES REVES

Mitterrand a déclaré samedi à Toulouse que le PS allait devenir « le grand Parti des travailleurs, le Parti-famille du monde ouvrier ». Cet ennemi habile du peuple français caresse l'espoir de dévoyer les aspirations révolutionnaires des masses vers son parti pourri, à la faveur du déclin du révisionnisme. Le PS, gageons-le, aura du mal à devenir ce qu'il rêve : en juin 73, 3% seulement des délégués de son Congrès étaient des ouvriers. A moins que ce nombre ait encore diminué depuis, puisqu'il n'a pas publié de nouvelles statistiques et que Mitterrand a avoué que le nombre des sections d'entreprises du PS était grandement surévalué.

PS-P"C" : UN AVEU SIGNIFICATIF

Un lecteur de France nouvelle écrit cette semaine dans cet hebdomadaire du P.C.F pour dénoncer « l'alliance objective entre réformistes et tenants du capitalisme ». Sa lettre, est une critique de l'union avec le PS. Le révisionniste de service qui lui répond est bien gêné : « le PS, dit-il est à la fois ce qu'il a été et n'est plus tout à fait ce qu'il a été ». Ce n'est qu'un faux fuyant de plus dont doivent user les révisionnistes, face aux contradictions avec le PS, au sein même de leur propre parti. Cette réponse gênée est une nouvelle preuve que l'avenir de l'union de la « gauche » est nul, et que le P.C.F est sur la défensive dans le cadre de cette alliance.

"L'EQUIPE" ET LA LIBERTE DE LA PRESSE"

J. Goddet, directeur de l'Equipe, (du groupe d'Amoury comme le Parisien Libéré) a refusé de passer le récent communiqué des travailleurs du Livre. Il a prétexté qu'il « s'interdit de se laisser entraîner à insérer des communiqués », voulant faire croire que la politique et l'Equipe, ça fait deux. Mais l'Equipe, à l'occasion du sport, fait au contraire la pire des politiques réactionnaires : elle soutient sans faille par exemple les fascistes sud-africains, elle développe tous les jours les thèses réactionnaires sur le sport d'élite, le sport commercial capitaliste.

REOCCUPATION DE L'USINE PIRON A BRETONCELLES

Durant le week-end du 31 mai-1er juin, les travailleurs de Piron aidés par les comités de soutien de la région, ont occupé l'usine.

Il y a maintenant plus de 5 mois, début décembre 1974, les travailleurs de Piron entamaient une longue lutte contre le chômage.

La volonté du pouvoir bourgeois de faire pourrir cette lutte de travailleurs qui avaient osé « licencier » leur patron, qui avaient bénéficié d'un large soutien de la population (des paysans en particulier) ; le chômage à 90% promis mais non versé (la plupart des travailleurs n'avaient, jusqu'à samedi 31 mai, touché que des sommes dérisoires - 300 F/mois de moyenne) ; de tout ça les travailleurs en avaient marre : ils ont décidé de frapper un grand coup.

Le samedi, donc, l'usine est réoccupée. Les flics arrivent mais n'essient pas de déloger la bonne cinquantaine de personnes qui sont alors dans l'usine. Ils resteront autour de l'usine durant tout le week-end. Samedi après-midi : nettoyage et remise en état de l'appareil de production. La soirée fut très riche de discussions ; autour de la lutte de Bretoncelles, on pose le problème de l'organisation des masses, du Parti Révolutionnaire, de l'alliance des ouvriers et des paysans, du soutien à apporter aux luttes ouvrières, de la popularisation après 5 mois de lutte... 2 chanteurs du groupe Mass Devia sont venus apporter depuis longtemps leur soutien.

Puis, alors que « Piron » semblait oublié depuis longtemps, voilà qu'en pleine nuit c'est l'UR CFDT qui vient apporter des informations toutes fraîches un éventuel industriel serait en vue. Vers 15 h 30, c'est Rossi, le syndic qui vient et confirme la nouvelle. Une entrevue a alors lieu à la mairie et une réunion est fixée pour le lundi 9 juin. Rossi rendra compte à ce moment des résultats de la visite de l'industriel.

Depuis le début de cette semaine une partie des 90% a été versée aux travailleurs.



1 - L'arrivée du syndic : il n'est pas seul !

2 - Vaines tentatives pour nous faire évacuer l'usine.

Seule la lutte paie : il a fallu que les travailleurs de chez Piron et ceux qui les soutiennent réoccupent l'usine pour que le pouvoir réagisse. Mais il faut rester vigilant : des promesses ont déjà été faites depuis le début de la lutte, elles n'ont pas été tenues !

REPRISE DE L'UNITE DE PRODUCTION DE BRETONCELLES.

NON AU CHOMAGE.

GARANTIE DE L'EMPLOI ET DES AVANTAGES ACQUIS.

Corresp. MORTAGNE 5 juin.

MEETING A LA MUTUALITE

Alors que le beau temps avait incité de nombreux travailleurs à fuir l'atmosphère étouffante de Paris, les participants qui avaient tenu par dessus tout à affirmer leur adhésion aux perspectives révolutionnaires de notre Parti, on suivi avec attention et enthousiasme le déroulement du meeting.

Il donna largement la parole aux travailleurs des entreprises en grève ou occupées et aux représentants des peuples en lutte. Dans les halls devant la grande salle, plusieurs stands témoignaient des liens du Parti avec les peuples en lutte : au stand des CIP un montage popularisait la lutte du peuple palestinien, des camarades iraniens, péruviens... répondaient, à de nombreuses questions sur la situation dans leur pays et les luttes qui s'y mènent contre l'impérialisme et leurs représentants. Au stand du journal, un grand intérêt se manifestait pour le futur quotidien, sur sa présentation, son contenu...

Dans la grande salle, une assistance attentive, bien que moins nombreuse que lors des précédents meetings, s'intéressa vivement aux différents forum et interventions.

C'est par le forum sur le chômage et la riposte ouvrière que s'ouvrit le meeting. L'exemple de Lip, présent à l'esprit de tous les travailleurs qui rentrent en lutte, devait servir d'introduction à ce forum qui permit de faire le point sur les luttes actuelles, d'échanger et de confronter de nombreuses expériences de grèves, d'occupations d'usine contre le chômage et contre la politique de crise de la bourgeoisie. Des travailleurs de Piron, Unimef, Chausson, Usinor-Dunkerque, SEM-Lyon, des postiers, témoignèrent

de la montée de l'offensive ouvrière... Deux expériences furent plus particulièrement appréciées : celle du comité de lutte contre le chômage de Roubaix qui montre comment développer la lutte contre le chômage à partir des problèmes qui se posent avec une acuité particulière pour les chômeurs, et en brisant l'isolement par rapport aux travailleurs actifs et à l'intérieur même des quartiers. Un camarade mineur du Nord, expliqua comment trois mois après le Tribunal Populaire, le travail du Parti permet de poursuivre et d'élargir la lutte, en particulier sur les questions de sécurité.

Après les interventions d'un camarade de la GUPS (Union des étudiants palestiniens) et d'un camarade de l'Union des Etudiants Iraniens, sur les luttes de leur peuple et l'intervention du camarade J.F. Vitte, le Comité de Rédaction de Front Rouge présenta le quotidien sous la forme d'un journal parlé : divers aspects de l'actualité furent traités : luttes ouvrières avec l'interview de travailleurs de Chausson, la situation à Usinor, la querelle PS-P"C", le Portugal.

L'organisme gestionnaire de la salle ayant coupé la parole au camarade portugais qui intervenait à la fin du meeting, nous nous en excusons auprès de lui ; nous publierons par ailleurs dans un des prochains numéros de Révolution Proletarienne le texte de notre intervention centrale, qui n'a pu être prononcée pour les mêmes raisons.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Profession.....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 13

Le 39^e Congrès de la C.G.T.

Le décors du Congrès du Bourget 1975 est planté d'emblée dans « Le Peuple » (organe semi-confidentiel de la CGT) qui indique que son programme est « d'une conception identique à celui adopté lors du trente-huitième Congrès » et précise que le Programme Commun « correspond, en effet, aux objectifs élaborés par les instances de la CGT et définis à partir de ses propres préoccupations syndicales ». Quelle surprise !

La première affirmation de la Direction Confédérale rend largement vaine la discussion du rapport d'activité 1972-1975 (« Le Peuple » N° 964) et renvoie à une prise en compte pure et simple par le Congrès des « différents documents adoptés par les instances confédérales à la suite de travaux de Commissions, de Conférences ou d'Assises Nationales », en ne s'en tenant dans les textes soumis au Congrès qu'aux « revendications générales essentielles ». Sous prétexte de laisser le soin aux « structures techniques » (commissions nationales femmes ou jeunesse, comité technique national de branches...) de « préciser les revendications spécifiques » ; cela ouvre notamment la porte à la ratification sans réel débat des positions catégorielles, anti-ouvrières « débattues et définies par le Congrès de l'Union Générale des Ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT) CGT... »

UN DEBAT POLITIQUE ESCAMOTE

On retrouve dans le « Programme d'Action » à la fois le reflet de la mainmise actuelle des révisionnistes du P«C»F sur la direction et l'orientation de la CGT ; mais aussi des difficultés rencontrées par eux pour la maintenir. Ouvrant, en apparence, la discussion sur la ligne adoptée depuis trois ans, le chapitre censé tirer le bilan du « Rassemblement des forces populaires pour la victoire du Programme Commun » ne fait que répertorier les raisons qui devaient conduire la CGT à la lutte « Pour l'application des mesures prévues par le Programme Commun ». Ce qui tient lieu de bilan, ce sont de grandes envolées confédé-

DEMAGOGIE RENOVÉE POUR DEFENDRE LES VIEILLERIES DEFRAICHIES DU PROGRAMME COMMUN

rales sur la « situation nouvelle » et le « grand espoir » qu'aurait soulevé « la possibilité de faire parvenir la gauche au pouvoir ».

Cherchant à esquiver, à l'avance, toute remarque sur le poids du P«C»F en tant que tel sur l'élaboration de sa démarche, la direction confédérale multiplie à pleines colonnes les déclarations « d'indépendance syndicale ».

Mais à quel moment dans la CGT et la classe ouvrière a-t-on pu discuter de l'élaboration de ces fameux « objectifs propres à la CGT » contenus dans le Programme Commun ?

A Lip, les élections professionnelles de cette année ont sanctionné une pratique cégétiste de division et d'abandon de la lutte contre les licenciements. On n'en discutera pas au Congrès et ce n'est pas pour nous étonner. Mais à ceux des confédéraux pour qui l'exemple ne suffit pas, on peut demander ce qu'il en est du recul enregistré à Renault-Le Mans, après la grève, ou à Usinor-Dunkerque l'an dernier après la lutte sabotée au HF4 ? Que vaut la « retentissante victoire » chez Rateau, alors que le protocole d'accord est déjà remis en cause et que la CGT des métaux, avec les reclassements, gonfle artificiellement le bilan des réembauchages ? Que vaut pour ce Congrès, l'expérience ouvrière de Saviem, Moulinex, Everwear... ? Que dire de Titan Coder ?

La contradiction vécue par les militants de la CGT entre les propositions éculées issues du Programme Commun et les aspirations des travailleurs est étouffée ; pour les confédéraux elle ne doit surtout pas être écoutée. Pourtant, par exemple, qu'est-ce, sinon la pression des masses, qui a amené la direction révisionniste de la CGT à intégrer au « Programme d'Action » les « droits politiques pour les travailleurs immigrés » pour enrayer un discrédit croissant chez les OS immigrés ?

Ce que cherche à résoudre en partie le trente-neuvième Congrès, c'est cette contradiction, sans cesse accrue, entre les travailleurs et la ligne générale impulsée

par la direction confédérale, calquée trait pour trait sur le Programme Commun (et même, en ce qui concerne la liste des nationalisations, sur le Programme du P«C»F « changer de cap », plus encore que sur le « Programme Commun » proprement dit !). Outre la dérobade devant le bilan de masse de la pratique syndicale insufflée dans la CGT par le révisionnisme, la confédération instaure, à l'image du P«C»F, la fuite en avant.

Le Congrès du Bourget, placé sous le signe de « la démocratisation des luttes » est une tentative de passe-passe politique. Le fait que Giscard pille le Programme Commun pour constituer sa panoplie de réformes en dit déjà long sur le caractère de ce Programme. Mais pour Séguéy et ses compères, « loin d'être dépassé... le Programme Commun est plus actuel et urgent que jamais, dans son fond ». Ce qui est dit cent fois dans le Programme d'Action, mais prouvé nulle part !

Ces dés étant joués, reste à discuter la manière d'appliquer ces options et de faire passer sous un nouvel emballage « renforcement des luttes et de la CGT » la marchandise defraichie, du Programme Commun.

LA DEMAGOGIE REVISIONNISTE

Les appels (fédé des métaux du 23/5/1975 : « un Congrès pour et dans l'action », « une campagne de débats inégalée », « l'affaire de tous les syndiqués »...) tombent à plat. La préparation « démocratique » du Congrès s'accommode fort bien, à Chausson, par exemple, des coups-bas portés contre le Comité de Grève et de la collaboration des élus du P«C»F et du service d'ordre de l'UD CGT des Hauts de Seine pour empêcher la réoccupation d'Asnières par les ouvriers. A Dunkerque les « nouvelles » formes de lutte (grèves de la faim, occupation archi-minoritaire) proposées au sein de la CGT par le secrétaire de la cellule du P«C»F n'aboutissaient qu'à aggraver le caractère d'impasse que la direction souhaitait voir prendre à la grève, divisant ainsi même les plus résolus des grévistes, sans apporter aucunement l'ex-

tension et le renforcement réel de l'action.

Cette impasse, preuve de la faiblesse révisionniste face à la montée d'une aspiration consciente des masses à une alternative révolutionnaire, pointe dans la « V.O. » du 5 juin lors d'un des rares débats de préparation du Congrès (CGT Dassault-Mérignac).

La question qui embarrasse le confédéral Marcel Caille, c'est celle que pourraient poser les travailleurs de Gennevilliers, Besançon, Fos... aujourd'hui : « Pourquoi les luttes actuelles ne débouchent pas sur une action d'ensemble ? »

Aucune perspective pour gagner la majorité à la lutte n'est offerte et si en paroles, l'idée d'un « tous ensemble » n'effarouche pas le réformisme syndical, c'est aussi parce que sur le terrain se reflète l'impasse de cette autre question d'un travailleur : « Tous les ans nous faisons avec succès (sic) un mouvement national. Et puis on en reste là. Pourquoi ? »

ELARGIR LA BRECHE

En fin de compte, le P«C»F ne peut sans risque pratiquer cette politique de corde raide. Le développement concerté et limité de luttes ponctuelles, couplé avec la réaffirmation du Programme Commun (que, de fait, on ne peut pas discuter) ne peut qu'élargir le fossé d'avec les aspirations des masses.

Au syndicalisme réformiste répond déjà largement un syndicalisme de lutte de classe, auquel sont attachés de très nombreux ouvriers dans la CGT. A notre Parti de souligner sans cesse davantage cette contradiction, et de s'en saisir pour faire triompher dans la CGT les besoins réels des masses et leurs aspirations révolutionnaires.

La construction et le développement de solides cellules d'entreprises, liées aux masses, engageant la lutte contre la politique de crise avec audace, raffermira d'autant le courant de rejet du Programme Commun dans la CGT, lui offrant l'alternative politique nécessaire : la voie de la révolution prolétarienne et du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Stéphane RAYNAL

3 mois de lutte au Parisien Libéré

Au moment où paraîtront ces lignes, les CRS auront peut-être déjà tenté de faire évacuer par la force les imprimeries du « Parisien Libéré » qu'occupent les travailleurs. Le tribunal des référés vient en effet d'en ordonner l'évacuation pour mercredi 11 juin à midi au plus tard. Ça fait plus de 3 mois qu'ils occupent l'imprimerie de la rue d'Enghien et 35 jours qu'ils occupent celle de la rue des Petites Ecuries, pour s'opposer aux licenciements et à la remise en cause des avantages acquis. Leur détermination n'a pas faibli, malgré toutes les manœuvres d'Amaury qui a tenté de faire imprimer ses journaux en province, puis en Belgique, où les syndicats ont refusé de jouer les briseurs de grève.

Actuellement Amaury tente de faire imprimer son journal à St Ouen et à Chartres dans de

nouvelles imprimeries offset qu'il met en place avec la complicité active de FO qui se charge de recruter des jaunes pour effectuer ce travail. Pour bloquer la distribution et protester contre ces méthodes, les travailleurs du Livre ont manifesté devant la nouvelle imprimerie de St Ouen et bloqué l'acheminement du journal. Les CRS sont intervenus avec leur violence habituelle, blessant une dizaine de travailleurs.

Il n'est fait de doute pour personne qu'Amaury a délibérément choisi l'épreuve de force, dans le but avoué de briser le syndicat CGT du Livre : la FFTL. Le monopole de l'embauche auquel il s'attaque a été accordé à la FFTL après la Libération. Le syndicat du Livre se voyait confier la mission d'évaluer les biens de presse des journaux qui avaient collaboré avec les nazis et de faire démarrer à leur place les nouveaux



FO et bergers allemands, les chiens de garde du Parisien Libéré de M. Amaury

titres, de faire fonctionner les imprimeries et de recruter le personnel qualifié nécessaire.

Dans la presse quotidienne, la quantité de main d'œuvre variant chaque jour en fonction de la pagination et du tirage, les patrons s'étaient déchargés du problème d'adapter le nombre d'ouvriers au travail à effectuer sur le syndicat du Livre qui décide chaque jour du nombre d'ouvriers nécessaires. Si la FFTL s'est vu confier ce monopole, c'est qu'elle regroupait la quasi totalité des travailleurs du Livre, mais c'est aussi parce que la bourgeoisie savait qu'elle pouvait faire confiance à l'esprit de collaboration de classes de ses dirigeants. Ces derniers l'ont prouvé à maintes reprises, notamment au moment où les traîtres de F.O. firent scission en 1948, en déclarant qu'ils étaient

d'accord avec la ligne de ce syndicat jaune mais qu'ils préféreraient, en ce qui concerne le Livre, rester à la C.G.T., préserver l'unité syndicale pour avoir plus de poids. Les travailleurs de la presse, par leur combativité ont cependant su utiliser leur syndicat pour imposer la préservation de leur emploi

Aujourd'hui, les patrons veulent remettre en cause le monopole et les avantages que les travailleurs de la presse ont acquis par leurs luttes. La presse doit faire face à la concurrence de la radio et de la télévision qui font baisser le nombre de lecteurs des quotidiens et accaparent une grosse part des recettes publicitaires qui constituent parfois 80% des recettes des quotidiens. De nombreux journaux ont fait faillite... Plusieurs journaux envisagent actuellement de moderniser leurs imprimeries pour la plupart très vétustes (certaines rotatives ont 50 ans) et prévoient d'abandonner la typo pour l'offset qui demande moins de personnel. Le monopole de la FFTL, les conventions collectives très strictes signées entre le syndicat et les patrons de la presse, sont maintenant un obstacle aux plans de restructuration de la presse. Le conflit du « Parisien Libéré », constitue donc une attaque contre les travailleurs du Livre pour préparer le terrain à d'autres licenciements dans les imprimeries de presse et à une intensification du travail.

Pour faire échec aux visées d'Amaury : 800 licenciements, démantèlement de l'organisation syndicale, augmentation des cadences, les travailleurs du « Parisien Libéré » qui ont montré leur détermination : blocage des camions transportant les éditions pirates, destruction des « Parisien Libéré » interceptés, occupation massive de leurs imprimeries, doivent rester vigilants, imposer dans le syndicat un large débat sur la façon de poursuivre la lutte, empêcher que la direction de la FFTL ne brade leur lutte comme l'a laissé entendre Lancry, un des dirigeants de la FFTL au micro d'Europe 1 « S'il faut ajuster les effectifs, nous n'allons pas nous battre pour maintenir des effectifs pléthoriques », et déjouer les manœuvres de la direction révisionniste de la FFTL qui a déjà bradé la plupart des luttes contre les licenciements : à Larousse, Néogravure, Lang etc...

Serge LIVET.

Le Parisien Libéré, fleuron du trust Amaury

Peu de grandes analyses politiques et sociales dans « Le Parisien Libéré », le fait divers est roi et trône à la « une ». Facile à lire, rédigé dans un style « accrocheur », ce journal s'adresse principalement aux travailleurs et aux retraités dont plus de 100.000 le reçoivent gratuitement chaque jour. La « une » fait l'objet de tous les soins d'Amaury, on y trouve l'essentiel des « idées » du « Parisien Libéré ». Elle est presque toujours composée sur le même modèle : une manchette agressive en gros caractères rouges destinée à provoquer la peur et l'indignation : « méfait de jeunes voyous », « exploit de la police ou d'une milice privée », attaque contre la « libéralisation ». A côté de cette manchette dénonciatrice, une photo commentée montre, selon les jours, « nos amis les bêtes », une princesse ou une vedette de la chanson, du cinéma, du sport... personnages auxquels le lecteur est invité à « identifier », car ils représentent l'opposé de la jeunesse délin-

quante, les valeurs positives de « l'effort et de la tradition » face à la « libéralisation » de Giscard. Ces « héros » sont toutefois menacés par un ennemi impitoyable : le fisc ; ainsi c'est tour à tour Gabin, Aznavour, Wildenstein qui sont présentés comme les malheureuses victimes de la fiscalité. Pour le lecteur du « Parisien Libéré », l'Etat laisse les voyous agir en toute impunité, mais pénalise ceux qui gagnent honnêtement leur vie.

Le Parisien Libéré réussit ainsi le tour de force de faire passer la politique du gouvernement pour une véritable politique de changement, en s'en disant l'adversaire. Les services rendus à la bourgeoisie sont doubles : d'une part, le journal d'Amaury entretient les pires idées réactionnaires et la peur de tout changement, d'autre part, par contraste, il fait presque de Giscard un progressiste. Le gouvernement l'a parfaitement compris et soutient sans réserve Amaury dans sa lutte contre les ouvriers du Livre.

Le gouvernement face à la crise

QUE PREPARE LE VII^e PLAN ?

L'Assemblée Nationale a ouvert, mardi 3 juin, le débat sur les grandes orientations du VII^e Plan, débat qui devait se poursuivre le jeudi 5 juin, au terme duquel les orientations proposées par le gouvernement ont été adoptées par les députés. Il ne reste plus aux experts du Commissariat au Plan qu'à chiffrer les objectifs. Le VII^e Plan, qui doit couvrir la période de 1975-1980, ne devrait être bouclé qu'au printemps 1976. En fait, ce ne sont pas en l'occurrence les objectifs chiffrés qui ont de l'importance, ils risquent bien — cela a d'ailleurs été souligné par de nombreux orateurs — d'être encore moins appliqués que ceux des plans précédents. Dans une société, où le moteur est la recherche du profit, la règle, c'est l'anarchie, et les choix économiques dépendent avant tout des taux de profit et d'intérêt. Le plan n'a qu'une valeur indicative. La valeur du VII^e Plan réside surtout dans l'enjeu économique qu'il affirme pour la période à venir : la nécessité du redéploiement industriel face aux bouleversements intervenus dans le monde.

LE REDEPLOIEMENT : VERITABLE ENJEU DU VII^e PLAN

La période couverte par le VII^e Plan est avant tout, selon M. Jean Ripert, commissaire au Plan, marqué par « cette crise à laquelle nous nous trouvons confrontés... qui manifeste un changement dans l'équilibre des rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement ». Ce n'est pas « une simple péripétie, après laquelle nous pourrions revenir au mode de développement que nous avons connu dans le passé. »

Malgré les formulations alambiquées, les choses sont claires : L'expansion passée était fondée sur le pillage éhonté des sources de matières premières et d'énergie du Tiers Monde par l'impérialisme. Tant que le pillage pouvait se perpétuer à ce niveau, le seul problème auquel était confronté l'impérialisme français, c'était celui d'augmenter ses capacités de production. Aujourd'hui, le mouvement irréversible des pays du Tiers Monde pour contester le brigandage impérialiste, récupérer leurs richesses naturelles et édifier des économies indépendantes, place l'impérialisme français devant la nécessité de transformer son appareil économique, en même temps qu'il doit avoir ses plans de développement, pour pouvoir s'adapter à la situation nouvelle.

C'est pourquoi le redéploiement est au cœur des orientations du VII^e Plan. Il doit permettre à l'impérialisme français de consolider les secteurs productifs qui s'affirment sur le marché mondial : biens d'équipement, usines « clés en main » pour les pays du Tiers Monde. M. Ripert affirme clairement qu'il « faut réduire la part de la consommation dans la production nationale, qu'il est nécessaire de dégager d'ici 1980 l'excédent commercial requis pour rééquilibrer notre balance des paiements ». L'exportation selon Fourcade doit devenir « le moteur de notre économie ».

Baisse de la consommation, tout pour l'exportation, ces deux éléments fondamentaux du redéploiement se conjuguent avec une restructuration accélérée des trusts, particulièrement des « firmes champions à l'exportation ». Les cinq années verront donc, et cela a déjà commencé, un accroissement des licenciements, du chômage. Certains ne s'en cachent d'ailleurs pas qui affirment, comme M. R. Martin, PDG de St Gobain-Pont-à-Mousson au colloque sur le redéploiement industriel des 27, 28 et 29 mai, que l'important pour l'industrie « ce n'est pas de créer des emplois, mais d'être compétitive ».

LE VERNIS SOCIAL : LA « REDUCTION DES INEGALITES »

En dehors de cet objectif central du VII^e Plan, les soi-disant objectifs prioritaires du maintien de l'emploi, de la réduction des inégalités sociales, apparaissent comme parfaitement démagogiques.

Pour ce qui est de l'objectif du plein emploi, celui-ci est manifestement contradictoire avec ce qu'on constate aujourd'hui, et avec la nécessité capitaliste des fusions et concentrations d'entreprises. Il suffit de se souvenir de l'accroissement considérable du chômage, jamais résorbé, provoqué par les vagues de concentrations des années 1966 et 1967. Les experts économiques eux-mêmes chiffrent, dans la meilleure des hypothèses de croissance retenue (5,2%), le chômage à un minimum de 700.000. Face à cela, la seule solution des « planificateurs » : « des stages de formation rémunérés » !

Quant à l'objectif de réduction des inégalités sociales, auquel est fait la plus grande publicité, il n'est là que

pour donner un vernis social aux orientations du VII^e Plan. En fait il s'agit de rechercher « la participation des travailleurs à la définition des objectifs », c'est-à-dire de promouvoir un nouveau modèle de collaboration de classes qui remplace le modèle de la soi-disant « société de consommation », remis en cause dans les luttes de masse de ces dernières années.

C'est la politique de crise de la bourgeoisie, qui, en même temps qu'elle peint la catastrophe qui guetterait, si les travailleurs ne consentent pas les sacrifices nécessaires, feint de reconnaître toute une série d'aspirations fondamentales des travailleurs pour mieux les tromper. « Une place nouvelle, affirme Chirac à l'Assemblée Nationale, doit être réservée aux aspects qualitatifs parfois négligés dans la vie professionnelle, et dans le cadre de vie des Français ».

Voilà qui est dans la même veine que les orientations définies par Stolé-

ru, conseiller économique de Giscard d'Estaing, dans son livre « Vaincre la pauvreté dans les pays riches », où il est obligé de reconnaître que les années d'expansion n'ont fait qu'aggraver les inégalités, où il est obligé de chiffrer à 11 millions le nombre de pauvres en France : chômeurs, vieux, handicapés... où il affirme enfin la nécessité de modérer la croissance pour résorber les inégalités sociales. Comme si le choix d'un autre type de croissance relevait d'un autre souci que celui de trouver la meilleure manière de sauvegarder les profits capitalistes. Les solutions du conseiller économique de Giscard révèlent d'ailleurs bien les limites du projet de réduction de la pauvreté ; il s'agit, par exemple, en supprimant, tous les systèmes d'assurances sociales en vigueur aujourd'hui, que Stoléru trouve (à raison) injustes, d'assurer un minimum vital pour une famille avec deux enfants sur la base de... 1.400 f. par mois. Belle amélioration ! Il s'agit encore, sous couvert de « redéfinir la notion de plein

emploi », de généraliser les horaires à la carte, en fait, d'étendre le chômage partiel.

Dans les miettes accordées depuis un an par Giscard aux vieux, aux handicapés, aux chômeurs, à grand renfort d'initiatives démagogiques, qui ne compensent nullement l'aggravation de leur situation, dans les recommandations faites au patronat de généraliser le chômage partiel plutôt que de licencier, n'est ce pas l'application de cette politique que nous constatons ?

Voilà ce que le VII^e Plan se propose de continuer. Mais les travailleurs, qui voient concrètement ce que valent les propos démagogiques du gouvernement, ne se laisseront pas entraîner dans la collaboration de classes que souhaite la bourgeoisie. Les années du VII^e Plan seront à coup sûr des années de grandes luttes.

Frédéric MONTAGNET.



... Piron... grève avec occupation. Everwear, reprise de la production...

Les travailleurs ne feront pas les frais de la crise.



Le PS face à la crise

« Les solutions socialistes pour sortir de la crise ». Vingt cinq économistes « mondialement connus », invités par F. Mitterrand, les ont exposées à Suresnes, jeudi et vendredi derniers. « Confrontation unique » « effort théorique d'un haut niveau », le PS n'arrête pas de se gargariser de mots élogieux pour qualifier « son » colloque ; enfin il aurait fait la démonstration qu'il dispose d'analyses économiques cohérentes pour sous-tendre son projet politique.

Bien qu'on ne dispose pas encore de la totalité des textes issus de ce colloque, ce qui en est déjà ressorti fournit cependant suffisamment d'indications pour juger des fameuses « réponses socialistes à la crise ». Plusieurs choses frappent :

• la manière dont avaient été sélectionnés les invités ; pour faire son plateau, le PS n'avait pas hésité à faire appel à des économistes notoirement connus pour être dans leur pays des serveurs zélés du capitalisme. Les Galbraith, Léontieff, tous deux économistes US, n'ont jamais été jusqu'à présent désavoués par les représentants de la classe capitaliste US. Mansholt en Hollande ou Vinde, secrétaire d'Etat aux finances en Suède, ne se sont jamais illustrés comme remettant particulièrement en cause la domination capitaliste dans leur pays ! Ce sont pourtant ces gens là que le PS a invités pour tracer « l'issue socialiste

à la crise » ! Et ce n'est pas l'invitation d'un soviétique, spécialiste de la « division internationale du travail dans les pays socialistes », ou celle d'un Hongrois venu expliquer que la Hongrie soi-disant socialiste était « fortement dépendante de l'économie mondiale » et de ce fait victime de l'inflation, ce ne sont pas des invitations de ce genre qui pouvaient modifier la composante réactionnaire dominante chez ces « experts économiques ».

• les représentants Algériens et Egyptiens des pays du Tiers-Monde ont d'ailleurs pu mesurer la dominante réactionnaire de l'assemblée réunie par le PS, lorsqu'ils ont rappelé leur lutte contre le pillage impérialiste et pour la réévaluation de leurs matières premières. Il se trouve même un économiste allemand pour prétendre que de telles revendications vont à l'encontre des intérêts des travailleurs, et appeler au maintien de « la division internationale du travail ». Il s'est trouvé dans l'assemblée assez de « socialistes » pour défendre sans fard le pillage impérialiste et le statu quo dans les rapports actuels entre Tiers-Monde et pays capitalistes.

• pour ce qui est de la crise et de son issue, les experts sont volontairement restés dans la vague. Le constat dressé par Mitterrand n'est guère encourageant pour les travailleurs. « Le capitalisme se défend bien... sans

des solutions... pour qui ?

Des spécialistes en socialisme d'un genre bien particulier...

MANSHOLT, membre du parti socialiste hollandais, il s'est, quand il occupait des responsabilités au sein de la communauté européenne (CEE), particulièrement signalé par ses propositions réactionnaires. Il est entre autres l'auteur du fameux « plan Mansholt » qui prétendait liquider à bref délai cinq agriculteurs sur six dans la communauté ; la mobilisation des paysans a forcé la CEE à reculer et camoufler ses nouveaux projets d'éliminer rapidement la petite paysannerie. Il est aussi l'auteur d'une lettre aux responsables des pays de la CEE, recommandant dès 1972 de recourir à la croissance zéro en limitant à outrance la consommation des masses !

BOGOMOLOV, soviétique, directeur de l'Institut d'économie du système socialiste mondial. Il est présenté par le PS comme un des spécialistes de la « division internationale du travail socialiste ». On sait ce que recouvre ce terme ! Le pillage éhonté par le social-impérialisme des richesses des pays d'Europe de l'Est, de Gu-

ba... pillage qui va jusqu'à imposer à tel pays d'être le « potager » de l'URSS, tel autre de lui fournir quasi exclusivement la canne à sucre...

TINBERGEN, lui aussi membre du parti socialiste hollandais, il n'hésite pas à déclarer : « depuis 1900, un socialisme occidental gagne les pays développés occidentaux : davantage d'assurance et d'assistance sociale, nationalisation de certaines entreprises... somme toute, la société capitaliste s'est transformée en société « mixte » : la distribution des revenus s'est améliorée... Tout cela ne signifie pas que nous pouvons déjà être satisfaits. Il faut réduire l'inflation par une modération de la hausse des salaires... ». Voilà exactement ce que dit... Giscard !

LEONTIEFF, économiste bourgeois US, il est présenté par le PS comme l'auteur d'études sur la structure de l'économie américaine qui ont permis « une planification plus rationnelle » qui explique la profonde crise économique qui secoue les USA.

14 - 15 JUIN

27, av. de la Porte de Choisy
75012 PARIS - Mo Porte de Choisy

ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

A l'approche des Assises sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, nous avons réuni un syndicaliste CFDT de la SNCF, un médecin progressiste, et un travailleur hospitalier CGT.

FRONT ROUGE : Pierre, tu es délégué CFDT cheminot ; avec ta section syndicale pourquoi avez-vous décidé de participer aux Assises et qu'en attendez-vous ?

— On s'était déjà mobilisé pour le Tribunal Populaire, pour soutenir les mineurs et à cause des accidents que l'on subit dans notre secteur (5 graves en 6 mois). Au Tribunal Populaire on a pu avoir une vue d'ensemble sur les accidents avec les témoignages. Mais on n'a fait qu'ébaucher la discussion sur ces problèmes. Avec les assises, on espère qu'on va pouvoir aller plus loin.

En discutant de Liévin avec les camarades sur les chantiers, dans la section et avec les camarades de la CGT, on s'est aperçu non seulement qu'il fallait établir la responsabilité du capital dans les accidents, mais aussi dénoncer la complicité de la médecine SNCF.

F.R. - Peux-tu préciser ?

— Au moment où on manque d'effectifs à la SNCF, et qu'il y a tant de chômeurs, la solution SNCF ce n'est pas d'embaucher mais de faire la chasse à l'absentéisme. On a beaucoup de camarades renvoyés au travail sans être guéris ; on les met en « service doux », c'est-à-dire sans faire les postes, sans service d'astreinte. Mais ce n'est pas une solution, car cela équivaut à un déclassement et à une perte de salaire : pour un roulant il peut y avoir jusqu'à 1000 F. de différence, on a vu le cas. Ce qu'on va venir dire aux Assises, c'est qu'aujourd'hui, c'est le médecin du travail qui fait la chasse aux absents à la place du chef de gare... Le médecin SNCF, c'est lui qui décide des déclassements...

F.R. - Pourtant la médecine SNCF est présentée comme la médecine gratuite pour les travailleurs ?

— En fait la médecine gratuite, « conquête de la classe ouvrière » comme dit le PCF, dans ce système, cela veut dire être sûr d'être mal soigné ; c'est le flitage des travailleurs, et c'est être réprimé quand on va voir un autre médecin. Mon médecin de section m'a fait sauter trois jours de carence (340 F.) parce que (je l'ai su après), j'étais allé voir un autre médecin que lui...

F.R. - Gisèle, tu es médecin, tu as décidé de soutenir et de participer aux Assises, pourquoi ?

— Ce qu'a dit Pierre est juste. Il y a toute une frange de médecins qui travaillent au service des capitalistes, comme par exemple ceux qui acceptent de faire partie des cabinets Securex, tous les patrons, ceux qui s'opposent à une remise en cause de la médecine...

La plupart des médecins sont issus de la bourgeoisie (60 %), ils ne connaissent pas les conditions de vie des masses, ils en sont coupés par leur formation. Mais il faut voir aussi qu'il y a une crise idéologique chez une partie d'entre eux, qui au départ avaient des aspirations humanistes, ne serait-ce qu'à soigner les gens correctement, et qui se rendent compte qu'au bout de quelques années de pratique, ils font une médecine baclée, qui répare plus qu'elle ne guérit, que le travailleur qu'ils ont soigné, en retournant dans les mêmes conditions de vie et de travail, va rechuter encore plus gravement, et que face à cela, ils sont impuissants.

A Penarroya, sur Securex, il y a eu un début de liaison avec la classe ouvrière et ses luttes.

Pour ma part, j'attends des Assises que l'on puisse débattre de la situation actuelle et voir comment on peut aider la lutte des travailleurs sur des points complexes où la bourgeoisie se sert du secret médical pour mieux exploiter (par exemple sur la silicose, le saturnisme), et aussi débattre sur la question d'une vraie médecine, comment régler ces problèmes de coupure du médecin avec le travailleur, comment vraiment s'attaquer aux causes des maladies.

PIERRE - Oui, c'est vrai, chez nous il y a ce problème de la médecine SNCF ; la seule véritable médecine des causes, c'est la lutte pour l'amélioration des conditions de travail, contre le rendement. Si des copains se font ramasser par les trains pendant qu'ils travaillent, c'est souvent parce que le gars qui devait surveiller, travaille au lieu de protéger les copains, parce qu'il y a un manque d'effectifs.

D'ailleurs avec les Assises, on espère avoir un dossier plus consistant sur la lutte, et puis entamer le débat sur la médecine dont nous aurions besoin, une médecine vraiment gratuite, une médecine qui parte de la santé des cheminots et non du manque d'effectifs de la SNCF, une médecine de qualité et non un débouché pour le médecin de quartier raté... Dans mon syndicat CFDT, ce sera aussi l'occasion de discuter le mot d'ordre confédéral « libre choix du médecin ». Doit-on choisir parmi les médecins agréés celui qui est le moins mauvais, ou lutter pour une médecine au service de l'ouvrier ? Le médecin du travail, il ne va jamais sur place, sur les chantiers. Sans doute comprendrait-il mieux les maladies nerveuses s'il restait 8 heures à la réservation électrique ; sans doute comprendrait-il mieux les tumeurs de rein et les angines s'il restait 8 heures à accrocher les wagons dans le froid.

F.R. - Et les travailleurs hospitaliers qu'attendent-ils des Assises ?

PAUL (infirmier à l'assistance publique). Pour nous, les Assises seront l'occasion de dénoncer tout ce qu'on voit à l'hôpital : quand c'est un PDG, c'est la chambre particulière, le sourire et la visite patiente du médecin, pour l'ouvrier, c'est la salle commune, 30 secondes de visite...

On dira aussi ce que veut dire la loi Boulin, pour les malades c'est la médecine des riches et celle des pauvres à l'hôpital, pour les travailleurs hospitaliers, c'est plus de travail avec moins de personnel et des soins de moins bonne qualité. Souvent quand nous on est malade, on hésite à se mettre en maladie pour que les malades ne restent pas seuls, tellement il manque de personnel...

Aux Assises il va falloir discuter avec les travailleurs des usines, car à l'hôpital si on lutte seul, sans l'appui des malades et de leur famille, ça ne chan-



19 novembre 74 : les travailleurs hospitaliers manifestent aux côtés des postiers

gera pas beaucoup ; nous on voit bien que la médecine actuelle est une médecine de classe. Il faudra discuter pour que la médecine soit vraiment au service des travailleurs... Et ça, la plupart des hospitaliers y aspirent, les réflexions les plus courantes sont : « Aujourd'hui, il n'y en a plus que pour le profit ! C'est le tout qu'il faut revoir ! ».

Nous ne voulons plus être seuls à lutter dans notre coin ; si on veut avancer c'est avec les travailleurs malades, les ouvriers qu'il faut s'unir !

programme

Samedi après-midi à partir de 14 heures début des 7 carrefours.
samedi soir : Projection de films.
Rak de Belmont (film sur le cancer).

« Naître sans danger » (par Minkowski).
« Pennaroya ».
projection du montage sur le tribunal populaire de Liévin.

Dimanche matin : Fin des 7 carrefours.

Dimanche après-midi : Assemblée générale.

rapport des carrefours.
Débat : de quelle société, de quelle médecine avons-nous besoin ?
Interventions : Comité de lutte des Handicapés, Groupe Information Asile, Commission santé du PCR (ml), Commission populaire de Liévin.

(Voir programme détaillé des carrefours dans Fr. N° 159).

Interview du professeur Minkowski

Nous publions des extraits de l'interview que le professeur Minkowski a bien voulu accorder à la Commission de préparation aux Assises sur la Santé et les maladies professionnelles, interview que cette dernière nous a transmise ainsi qu'à la presse.

Je vais vous donner des chiffres : il y a en France environ 820.000 naissances par an : 150.000 ou 120.000 grossesses sont considérées comme risquées pour le fœtus et le nouveau-né.

Sur 800.000 naissances, il y a 80.000 prématurés, sur 80.000 prématurés il y a 15.000 morts dont la moitié seraient évitables et sur les 65.000 survivants, il faut que vous comptiez chaque année entre 5000 et 8000 enfants qui ont des séquelles nerveuses, sensorielles, auditives, oculaires, de comportement, de développement qui font que au pire les enfants seront absolument incurables ou presque et, à moindre degré, ne pourront aller à l'école.

La cause N° 1 de la prématurité de ces 80.000 enfants qui sont potentiellement des enfants à risques, n'est pas médicale, ce sont des causes socio-économiques. Le taux des prématurés, donc des futurs handicapés possibles est deux fois plus grand en Amérique chez les noirs, les indiens, les Porto-Ricains, il est deux fois plus grand en France chez les gens qui

ont un salaire au-dessous du SMIG, il est deux fois plus grand en Angleterre chez les gens, dans les familles où le père est ouvrier manuel.

D'autre part, entre en ligne de compte, le rang de naissance. Quand les gens ont beaucoup d'enfants rapprochés, les quatrième et cinquième enfants, s'ils sont en plus prématurés et dans un milieu socio-économique défavorisé, ont des chances d'être plus handicapés que les autres.

Vous voyez par conséquent que jusqu'à présent, on n'a pas parlé de médecine. Cela m'amène à indiquer à votre commission un certain nombre de données fondamentales. Les premières, c'est que les femmes enceintes, et j'ai écrit un livre à ce sujet, doivent être instruites de ce qu'elles doivent faire. Pourquoi ? Parce qu'une femme enceinte a un risque N° 1 à cause de sa fatigue : une femme qui prend le train à Sarcelles, puis le métro, qui refait la même chose le soir, a trois fois plus de chances d'avoir un enfant prématuré qu'une femme qui reste en usine se trouve extrêmement laminée du fait que très souvent l'entreprise s'en fiche complètement.

De plus, il y a des petites choses qu'il faut surveiller chez une femme : si elle est à la maison et qu'elle lave les carreaux, elle lève les bras et fatigue son cœur. Si elle

court toute la journée pour faire ses courses et s'occuper de ses gosses, c'est pareil ; donc ce n'est pas toujours à l'usine que ça se passe.

Les médecins praticiens examinent presque 60% des femmes enceintes quand ils ont cinquante patients à voir par jour, ils n'ont pas le temps d'examiner systématiquement une femme enceinte pendant vingt minutes. La femme elle-même est quelquefois pressée. C'est pourquoi j'insiste pour que toutes les femmes quelles qu'elles soient, aient une visite systématique de vingt minutes faite par un spécialiste ou une sage-femme, une fois par mois. Les Anglais ont calculé que quand on fait cela, on diminue le risque de mort, de handicap cinq fois par rapport à une femme qui comme chez nous a quatre visites souvent mal faites de la Sécurité Sociale.

Et vous voyez qu'au lieu de dépenser son argent en hôpitaux, équipements, matériels, et prescriptions de médicaments inutiles, c'est là qu'est le secret. Mais ça coûte plus cher que de faire des bâtiments ; mais je voulais vous dire simplement l'estimation du ministère de la santé ; en faisant ça, on évite 60.000 handicapés en 15 ans, en ayant des centres de soins intensifs comme le mien, dans le même laps de temps, on n'en évite que 5000, douze fois moins que par la bonne prévention.

LISTE DES SIGNATAIRES SOUTENANT LES ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES (suite)

Dr. MINKOWSKI, professeur faculté de médecine, Hop Port Royal ; Dr. F. LIOT, Professeur agrégé de médecine, Hop. Cochin ; L. JAISSON, médecin Comité Action Santé, Amiens ; G. CASALIS, professeur de théologie, Antony ; F. COLQUOMBET, magistrat, Paris ; C. BOURINAT, médecin généraliste, Limoges ; Groupe Information Assises ; Section CFDT de la Caisse Nationale de Retraite des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, Nancy ; VARIOT, mineur de fond, CGT, Montceau les Mines ; LE SAVRE, mineur de fond, CFDT, Montceau les Mines ; PROST, mineur de fond, Montceau les Mines ; JAKUBOWICZ, médecin psychiatre, Montceau les Mines ; PERRET, ouvrier Michelin délégué CFDT, Montceau les Mines ; NEGRO, médecin psychologue, Montceau les Mines ; MICHALCZAK, technicien EEG, Montceau les Mines ; M. TEXIER, contrôleur PTT, Paris XVI ; D. HULARD, chômeur, Niort ; C. BOSSE, employé sécurité Sociale, délégué CFDT, Rennes ; BOULAT, Secrétaire médicale, Caluire.

J. DALLENES, ouvrier, Montreuil ; EDET, élève inf. hôpital psychiatrique Ville Evrand ; RACHIDI BÉVAL, élève inf. hôpital psychiatrique Ville Evrand ; A. BÉVAL, infirmière psychiatrique, Paris ; D. RUSKAND, élève inf. psychiatrique, Ville Evrand ; S. BAGNI, inf. psychiatrique, Ville Evrand ; M. PORET, OP1 Gagny ; DANIERE, GIS, Lyon ; PIZUT, dentiste, Lyon ; DESCOU, travailleur social, CGT, Lyon ; H. PEJU, infirmière psychiatrique, CFDT, Lyon ; NOLY, OS, CFDT, Brandt, Lyon ; GERY, OS, CFDT Brandt, Lyon ; JAKUET, ouvrier agricole ; JOUANLONNE, OS, Lyon ; L. NOEL, brancardier, Hop Reims ; GUELLET, brancardier, Hop Reims ; D. HAMONEAU, chômeuse, Montreuil ; C. GUILLOT, élève inf. Reims ; V. TAÏSNE, élève inf. Reims.

A.M. KERSEAN, élève inf. Reims ; A. BRACONNIER, élève ing. Reims ; D. COCHE, délégué CHS CGT usine Spiertz, Strasbourg ; P. DESJARDINS, médecin, Amiens ; S. DAUCHY, pharmacien, Amiens ; M. ALEZRA, psychologue Amiens ; D. DUBUICHT, médecin, Poix ; M.C. BAILLET, élève inf. Poulainville ; A. LEROUX, orthophoniste, Abbeville ; J.L. KLEIN, Pr. de théologie, Nancy ; C.L. OTT, travailleuse sociale, Antony ; D. CASALIS, travailleuse sociale, Antony ; DRESSSEN, OS, Strasbourg ; P. de LUZE, élève inf. Paris ; REVOLUT, PTT, délégué CFDT,

Andrey ; CYRON, PTT, Andrey ; LASSUS, ouvrier ; J.P. SEGUIN, programmeur, délégué CFDT, Conflans ; RAMIER, préparateur, Conflans ; BERGER, fraiseur, Conflans.

GUYON, agent technique, délégué CFDT, Conflans ; D. BIGNON, délégué CGT PCUK, Levallois ; J.P. GUILLAUME, délégué CHS CFDT PCUK, Levallois ; VAISSE, intern hop. Villejuif ; J. PIRET, médecin psych. des hop. Villejuif ; BENZAI, élève inf. Villejuif ; THEBAUD, élève inf. Villejuif ; CHARILLAT, élève inf. Villejuif ; BOUAINOUËCHE, élève inf. Villejuif ; MANDAROUX, infirmier Hop. Psy. Villejuif ; BAYLAN, médecin syndicat généralistes, Melun ; BOHREN, interne des Hop. Villejuif ; IGR ; ABBA, employé de bureau, Alfortville ; ALMERAS, postier, Alfortville ; BOYER F., ouvrier spécialisé, Alfortville ; BOZO Alfortville ; BRECARD, ménagère, Alfortville ; BURE, ménagère, Alfortville ; CAMPIGLI, électricien, Alfortville ; CHASSAGNARD, Alfortville.

HENNACHE, veuve de mineur, Lens ; JACQUET, employée de bureau, Alfortville ; MARLOIE, technicien, Alfortville ; MAUCOLIN, technicien, Maison Alfort ; MOUCHET, mécanicienne, Alfortville ; J. NOBRE, technicien, Alfortville ; TERREDY, ouvrier, Alfortville ; M. TROCME, médecin, Alfortville ; D. VINCENT, technicien, INRS, Nancy ; A. CICOLELLA, ingénieur, délégué syndical CFDT, INRS, Nancy ; A. ANTOINE, technicien INRS Nancy ; C. MAIRE, aide labo, délégué personnel CFDT, INRS, Nancy ; S. RICHARD, technicien, délégué personnel CFDT, INRS, Nancy ; A. ROLIN, technicien, délégué syndical CGT, INRS, Nancy ; H. ATTENONT, aide labo, délégué personnel CFDT, INRS, Nancy ; J.M. GERBER, aide labo, délégué personnel CFDT INRS, Nancy ; F. LEGLISE, documentaliste, délégué personnel CFDT, INRS, Nancy ; M. KNEPPERT, technicien, délégué personnel CFDT INRS, Nancy.

D. HAGUENAUER, aide labo, délégué personnel CFDT INRS, Nancy ; G. MOREL, ouvrier, INRS, Nancy ; C. LARTOIS, ouvrier, INRS, Nancy ; D. ROUSSELLE, ouvrier, INRS, Nancy ; J.P. GRISIUS, ouvrier, INRS, Nancy ; M. CANDAT, ouvrier délégué personnel CFDT, INRS, Nancy ; M. LONGEARET, ouvrier INRS, Nancy ; R. PERRAIS, aide labo INRS, Nancy ; J.P. YUNG, aide labo, délégué personnel CFDT INRS, Nancy ; M. VILLA, technicien INRS, Nancy ; A. BAYET, ouvrier délégué comité d'Entreprise INRS, Nancy ; D. GILET, ouvrier INRS, Nancy ; W. MULLER, ouvrier INRS, Nancy ; M. ROLLIN, technicien INRS, Nancy ; C. DÉTEMPEL, technicien, INRS, Nancy ; J.C. LIMASSET, ingénieur INRS, Nancy ; J.P. FIGUET, ingénieur, INRS, Nancy ; POUVAT, dessinateur, délégué CHS, CEA.

BELBEOCH, ingénieur, Paris ; CHEVEREAU, programmeur, Paris ; DEVILLE, CNRS, Paris ; M. CLAUDE, médecin, Paris ; VAUCÈLLE, infirmière, Hop. Emile Roux,

Eaubonne ; P. MAURICE, élève inf. Hop Emile Roux, Aubonne ; CACCIANIOA, élève inf. Hop. Emile Roux, Aubonne ; ROBIN, élève inf. Hop. Emile Roux, Aubonne ; BENOIST, élève inf. Hop. Emile Roux, Aubonne ; KLANYSCEK, élève inf. Hop. Emile Roux, Aubonne ; N. ROUX, infirmière, Hop. Emile Roux ; N. LAGADEC, élève inf. psychiatrie, Hop. Emile Roux ; REBUFFAC, infirmière, Hop. Emile Roux ; ISSA, infirmière, Hop. Emile Roux ; SAULNIER, infirmière S.P., Hop. Emile Roux ; MIGEREL, infirmière, Hop. Emile Roux ; PREUX, infirmière, Hop. Emile Roux ; PRAT, professeur Bèthune.

W. BAJORSKI, laborantine (médecine du travail) Lille ; B. ALLAL, Lille ; E. MESNIERE, infirmière, Hop. Emile Roux ; GERUREAU, infirmière, Hop. Emile Roux ; PIREL, infirmière, Aubonne ; PILORD, infirmière, Aubonne ; A. STEYAERT, employé C.A.F. - CFDT - Amiens ; M.J. LAMBLIN, employée C.A.F. - Délé. du personnel CFDT, Amiens ; M. BOUCHER, C.A.F. - Délé. du personnel CFDT, Amiens ; F. ANGLIO, employé C.A.F., Amiens ; M. LECAVELEE, employé C.A.F. - CFDT - Amiens ; D. LETOCART, employé C.A.F. Amiens ; P. VASALLO, chômeur, Amiens ; J.C. BOUCHER, OS, Amiens ; J.P. HENRY, enseignant, Amiens ; R. MOREL, ajusteur P1 Vincennes ; L. MEURGUES, aide soignante, Montreuil ; GANNEAU, infirmière, Maison Alfort ; S. TANO, sage femme, Vincennes.

M. MIMIER, employée de banque, Montreuil ; A. BENAMOKRANE, ouvrière de Grandin, Montreuil ; BENAMOKRANE, câbleur, Montreuil ; TUSQUES, musicien, Paris ; M. BOHIN, journaliste, Paris ; A. GOMEZ, ouvrier, Paris ; F. MURY, marbrier, Boulogne ; G. FHRAUT, PTT, Paris ; P. EUZENAT, PTT, Paris ; DUARTE, marbrier, Paris ; A. VANRECHEM, OS 2, Lille ; D. FRANRIEVILLE, OS 2, Lille ; R. CHOQUET, OS 1, Sectin ; B. CHOADT, Manœuvre Lille ; HABBOU, P.1 Lille ; REYNAERT, infirmier, Lille ; F. CHARLES, Aux. Puéricultrice, Lille ; LECLERCQ, imprimeur Lille ; ODEKERKEN, étudiante, Lille.

IKI, chômeur, Lille ; M. HAROY, ingénieur, Lille ; B. HAMID, ouvrier, Lille ; A. NOURANA, sans profession Lille ; VANZUT, Stage tourneur - 50.000 jeunes, Lille ; R. ARNAUD, Lycéen Hellemes ; A. GRANGY, employée de bureau, Mons en Baroeul ; M. GALLEGU, employée de bureau, Mons en Baroeul ; D. STECOU, employé, Roubaix ; HASNAOUI ; L. KOPEC, chef chantier BTB, Mons en Baroeul ; C. BECQUART, mineur, Liévin ; LAVISSER, femme de mineur, Liévin ; GRAVE, femme de mineur, silicose, Liévin ; M. BARROSO, professeur, Liévin ; BRIERE, J. Bèthune ; HOFFMANN, Lille ; LESUEUR, La Madeleine ; LAHOUCHE, Ajusteur Lille.

DEBACK, chômeur ; JOUEN, mère de famille, Hem ; P. LELLERE, éducateur, Lille ; FOUEN, OS ; BATTAIN, marbrier ; GUILLERMAIN, postier, Hem ; P. CHARLES, Megssinier, Arras ; J.P. NAVET, macôn, Hem ; MT NAVET, mère de famille, Hem ; CHOVEAUX, étudiant, La Madeleine.

9 JUIN 65 - 9 JUIN 75 :

10 ANS DE LUTTE ARMÉE POPULAIRE EN OMAN

LE DEBUT DE LA LUTTE ARMÉE

Le 9 juin 1965, le Front de Libération du Dhofar, qui n'avait que neuf fusils et quelques balles, déclenchait la lutte contre les troupes du sultan d'Oman et l'armée coloniale britannique. Il continuait ainsi la résistance menée depuis près de deux siècles contre les colonialistes britanniques et leur sultan, qui n'avaient réussi à conserver le pouvoir qu'en réprimant des révoltes incessantes.

En 1965, la situation du peuple dhofari était des plus misérables. Peuple nomade, il tirait ses moyens de subsistance de l'élevage et de la cueillette. Sur ces maigres ressources, le sultan Saïd Ben Taymour prélevait encore 80% en impôts. Pour le sultan, il fallait à tout prix conserver cette structure économique et sociale, raviver les conflits entre tribus. Il avait donc confisqué les terres les plus fertiles, s'était réservé à lui seul le droit d'irriguer, avait scellé ou dynamité de nombreux puits. Sa triste devise était : « plus les chiens ont faim, plus ils obéissent ».

Les médicaments étaient interdits et le taux de mortalité était le plus élevé au monde. Pour conserver les structures féodales, il avait interdit aux Dhofaris de travailler dans les champs pétrolifères exploités par les Anglais. Mais la misère était telle que l'immigration clandestine vers les émirats pétroliers se développait. C'est là que les ouvriers dhofaris, surexploités, connaissent les mouvements nationalistes, et rentrés chez eux clandestinement, constituent les premiers noyaux de lutte. Le Front de Libération est créé le 1er juin 1965. Quelques jours après, la lutte armée commence.

Aujourd'hui cette lutte de libération nationale est l'une des plus importantes à cause de ses enjeux économiques et politiques.

ENJEU ECONOMIQUE : Le sultanat d'Oman, dont le Dhofar est une province, fait géographiquement partie du golfe arabe. Pour les impérialistes, cette région est synonyme de 60% de réserves pétrolières mondiales. C'est de là que les compagnies impérialistes tirent aujourd'hui, à leur profit, le quart de la production mondiale.

**6 heures pour OMAN
à l'AGECA**

**177, rue de Charonne
75020 - PARIS
(métro Alexandre DUMAS)**

Samedi 14 Juin - 19 H

**organisé par le Comité de Soutien
à la Révolution en OMAN**

FILMS... FORUMS... EXPOSITIONS ... CHANTS...

ENJEU POLITIQUE : C'est pour maintenir ce pillage que l'impérialisme a installé toute une série de valets dans la région, créé de toutes pièces des Etats fantoches pour diviser les peuples du golfe. La lutte armée au Dhofar, l'édification au Yémen du Sud d'un régime populaire et anti-impérialiste, ils ne peuvent les tolérer. Ils redoutent que la révolte s'étende à tout l'édifice qu'ils ont fabriqué, que se réalise l'unité des peuples du Golfe pour chasser l'impérialisme de toute la région. Et cette région, non seulement elle est vitale pour leur économie fondée sur le pillage, mais elle revêt aussi une importance décisive du point de vue stratégique, au carrefour de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique. Aujourd'hui, le Moyen-Orient constitue un enjeu important de la rivalité des deux super-puissances. C'est ce qui explique l'acharnement de l'impérialisme dans son agression, le nombre des manœuvres que le peuple d'Oman doit déjouer pour mener sa révolution jusqu'à la victoire :

• **agression britannique**, depuis 1970, renforçant la répression sanglante exercée par le sultan fantoche Quabous.

• **agression iranienne** depuis décembre 1973 ; le Chah envoie ses troupes au Dhofar pour tenter d'écraser la révolution. Il prétendait que tout serait réglé au bout de quelques semaines et proclamait cyniquement son rôle de gendarme mondial : « L'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon considèrent le Golfe Persique comme faisant partie intégrante de leur sécurité, sans pourtant être en mesure d'assurer cette sécurité. C'est ce que nous faisons pour eux ». Aujourd'hui, le peuple d'Oman doit affronter plus de 20.000 soldats iraniens équipés d'un armement ultra-moderne, fourni par les USA, la France, l'URSS. Chaque jour, les avions bombardiers dévastent villages et cultures. Mais l'agression iranienne subit de plus en plus d'échecs. Ainsi l'offensive de décembre 1974-janvier 1975 a été brisée par les combattants omanis. Il y a eu beaucoup de pertes en hommes et en matériel, beaucoup de désertions (certains soldats iraniens rejoignant le Front Populaire de Libération d'Oman), beaucoup de tués au combat, et que le Chah cherche absolument à camoufler au peuple iranien : quand les familles veulent récupérer les corps, elles sont soumises à des pressions pour qu'elles ne parlent pas de la situation réelle des troupes en Oman. Le Chah va même jusqu'à l'arrestation et aux tortures des familles des tués.

• **intervention US directe** par l'envoi de conseillers militaires accordé par Ford au Sultan Quabous en décembre 1974 en échange de l'île de Massirah.

• **intervention des Jordaniens** : un bataillon d'infanterie, et un cadeau de 31 chasseurs bombardiers.

• de son côté le social-impérialisme soviétique multiplie les manœuvres dans la région : présence massive de sa flotte dans le Golfe, pillage éhonté du gaz iranien et du pétrole irakien, manœuvres subversives en Irak, pressions sur certains régimes arabes, rien ne manque à la panoplie de ce nouveau brigand.

LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE

Malgré toutes ces agressions, malgré la répression intense, l'extermination de la population, des troupeaux, la destruction des cultures, la Révolution au Dhofar va de l'avant.

LUTTE ARMÉE

Au long des années, la nécessité de s'engager dans la voie de la guerre populaire prolongée a été affirmée comme seul moyen pour écraser l'impérialisme, la réaction, la féodalité et la bourgeoisie. Pour développer la lutte armée, pour mobiliser toutes les énergies en vue de la victoire, le Front a progressivement pris en main un immense travail d'éducation politique, idéologique, économique, a mené une transformation complète des structures : il fallait venir à bout des pratiques féodales.

GUERRE POPULAIRE

Ainsi l'Armée Populaire de Libération n'a pas seulement pour tâche de se battre. Bien sûr, elle a une solide formation militaire, mais cela n'aurait pas été suffisant pour entraîner l'adhésion de tout le peuple. C'est parce qu'elle participe à la résolution de tous les problèmes des masses, chaque jour, qu'elle a pu créer les Milices Populaires. Elle prend sa part dans la production, dans l'irrigation, dans la construction des routes. Ainsi, depuis 1969, elle a entrepris la construction d'une route vers le Yémen démocratique, nécessaire pour briser le blocus économique. Malgré les bombardements et les difficultés naturelles, les soldats ont tenu. Tout soldat sert le peuple. C'est aussi l'APL qui assure l'alphabétisation, partout, la formation sanitaire dans les écoles. L'enseignement sert

immédiatement les masses : on apprend les premiers soins, la cuisine, le puisage de l'eau, la construction, l'entraînement militaire. Mais aussi l'avenir : la critique et l'autocritique occupent une place importante dans le but de créer une génération consciente révolutionnaire.

L'Armée Populaire de Libération contribue à balayer tous les préjugés. Elle a donné l'exemple : cultiver la terre n'est plus déshonorant, mais nécessaire pour la lutte. Elle a donc participé à la mise en valeur des terres, qui se poursuit malgré les difficultés : l'ennemi cherche à vider les zones rurales en amorçant des bombes incendiaires, en détruisant les points d'eau. L'Armée Populaire de Libération a aussi consacré le rôle de la femme dans la lutte. Dès le début, elles avaient nourri les soldats, souvent en cachette, transmis des renseignements. Aujourd'hui, elles combattent dans l'Armée Populaire de Libération, participent activement aux Conseils Populaires qui règlent les problèmes de la vie quotidienne et les contradictions qui surgissent. Même éducation politique et militaire. Le respect et la confiance mutuelle régissent maintenant les rapports entre hommes et femmes, parce que le peuple d'Oman a compris qu'il ne pouvait vaincre si la moitié de ses forces vives étaient paralysées.

C'est dans cette voie de la guerre populaire prolongée que le peuple d'Oman poursuit la lutte. Malgré toutes les tentatives impérialistes et les manœuvres du social-impérialisme, le peuple d'Oman vaincra ! Il chassera l'impérialisme et le féodalisme de la région, et construira une véritable démocratie nationale.

LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE !

Monique CHERAN



La guerre du peuple est invincible

SUEZ : A QUI PROFITE LA REOUVERTURE DU CANAL .

Le percement du Canal de Suez est l'œuvre du peuple égyptien. Des milliers et des milliers de fellahs y ont laissé leur vie sans compter les blessés, les mutilés à vie. La nationalisation du Canal par Nasser en 1956, était donc une mesure tout à fait progressiste et juste, et l'agression des impérialismes anglais et français (sous la direction du « socialiste » Mollet), ainsi que du sionisme, est une tentative désespérée et criminelle d'arrêter la roue de l'histoire, tentative qui s'est soldée de la piteuse manière qu'on sait.

Aujourd'hui, après 8 années de fermeture, le Canal de Suez a été solennellement réouvert par le président égyptien Sadate. La machine de propagande de l'impérialisme et de la réaction s'est saisie de cet événement en le présentant comme un geste de « paix » et de « détente » dans la région. Qu'en est-il en vérité ?

LE SOCIAL-IMPERIALISME VOULAIT LA REOUVERTURE DU CANAL

Poursuivant le dessein d'étendre son expansion et son hégémonie, le social-impérialisme est satisfait de la réouverture qu'il espérait depuis la fin de 1973. La réouverture de cette voie d'eau stratégique lui permet des concen-

trations rapides de ses flottes de Méditerranée et de l'Océan Indien en cas de tension ou de crise dans ces régions. En outre, le Canal est le plus court chemin pour les flottes soviétiques d'Odessa et de Vladivostok. On comprend mieux, dès lors, l'impatience manifestée par les nouveaux tsars à la réouverture de l'isthme. Et il n'est pas pour nous étonner que le premier navire qui ait procédé à la réouverture « officielle » du Canal, début mai, fût un bâtiment de guerre soviétique !

L'IMPERIALISME US VOULAIT LA REOUVERTURE DU CANAL

Consacrées par le voyage de Nixon au Caire, l'an passé, les « retrouvailles » américano-égyptiennes traduisaient la tendance affirmée de la bourgeoisie égyptienne à développer un processus visant à la dégager de la tutelle exclusive du social-impérialisme. Dans le cadre de sa rivalité avec le social-impérialisme, l'impérialisme US a su se saisir de la perche ainsi tendue par la bourgeoisie égyptienne, commencer à saper l'influence des Soviétiques et consolider ses positions dans la région. La « paix », telle que l'entendent les deux super-puissances, n'est qu'une trêve entre des guerres. Et la réouverture du Canal de Suez, était

une étape dans la « paix » impérialiste au Moyen-Orient, aboutissement temporaire d'un processus qui a passé par le premier « désengagement » sioniste du Sinaï, puis le deuxième (opération de pure propagande : il n'a, en fait, rien changé du tout à la situation militaire) quelques jours avant la réouverture. Processus dans lequel l'impérialisme US par ses « petits pas » a joué un rôle dirigeant, et où le social-impérialisme fut mis sur la touche.

LA BOURGEOISIE EGYPTIENNE VOULAIT LA REOUVERTURE DU CANAL

Les deux super-puissances, soucieuses de maintenir la situation « ni guerre, ni paix », ont empêché les pays arabes de poursuivre la guerre d'octobre 1973 jusqu'à la victoire. Il ne restait donc plus à la bourgeoisie égyptienne, dans la mesure où elle renonçait à s'appuyer sur les masses pour mener la guerre populaire, que la solution dite « politique » dictée par les deux super-puissances.

Cette politique de capitulation de la bourgeoisie égyptienne se fonde aussi sur des considérations économiques. Du fait de la guerre et des manœuvres des nouveaux tsars, la dette extérieure égyptienne s'établit à quelque 96 milliards de F., soit le Produit National Brut de deux années complètes. La bourgeoisie égyptienne

escompte de la réouverture du Canal des sources de revenus non négligeables de l'ordre de 1.800 millions de F. au cours de la première année d'exploitation, revenus qui lui permettront d'éponger une partie de sa dette. En outre, la « stabilisation » de la situation permettra de drainer des capitaux sous forme d'investissements dont la bourgeoisie égyptienne a le plus grand besoin pour procéder au développement de l'économie capitaliste.

Aujourd'hui, les masses populaires égyptiennes se réjouissent de la réouverture du Canal, du retour des réfugiés dans les villes de Suez et Ismailia autrefois sauvagement bombardées par les sionistes. De fait, sans la mobilisation anti-impérialiste et anti-sioniste des masses arabes, y compris égyptiennes, qui a débouché sur la juste guerre de libération d'octobre 73, ce résultat n'aurait pu être atteint.

Mais, tant que subsistera dans la région la menace permanente que fait peser l'état sioniste, (le Canal est encore à portée des armes sionistes), de tels résultats ne pourront être que des résultats temporaires. Le contexte de manœuvres des super-puissances, de tentatives de division du front des peuples et des pays arabes, dans lequel se déroule l'ouverture du Canal de Suez, loin de renforcer les illusions de « paix », doit au contraire renforcer notre vigilance face aux complots en cours contre le peuple palestinien et les peuples arabes.

TOUS DEBOUT POUR SAUVER

**EVA FOREST
MARIA LUZ FERNANDEZ
GARMENDIA
ET OTAEGUI !**



Manifestation anti-fasciste en Espagne

Eva Forest, Maria Luz Fernandez, Garmendia et Otaegui risquent d'être assassinés par les bourreaux franquistes ! Leurs noms ne doivent pas s'ajouter à la longue liste des martyrs du peuple espagnol massacrés par Franco !

Franco est saisi de peur devant les masses qui se dressent contre son régime pourri en pleine décomposition. C'est pour tenter d'endiguer le flot des luttes populaires, qu'au bord de la ruine, il cherche encore, plus féroce que jamais, à faire des exemples !

Il faut arracher ces 4 anti-fascistes des griffes des bourreaux ! Ils ont déjà tous été sauvagement torturés, pendant des jours d'affilée. On ne sait même pas si Maria Luz Fernandez est encore en vie, après les sévices qu'elle a subis. Otaegui, les tortures l'ont déjà rendu aveugle, à demi-paralysé. Franco doit être contraint à la déroute !

Les arracher à la mort, c'est défendre les milliers d'anti-fascistes

qui croupissent en prison, sous la torture, dans l'isolement. C'est défendre ceux qui y reçoivent des coups, des chocs électriques, que les tortionnaires amènent jusqu'à la limite de la mort, réanimant ensuite, pour mieux recommencer leur sinistre besogne.

Se battre pour les arracher à la mort, c'est participer à la lutte du peuple espagnol qui subit aujourd'hui des milliers d'arrestations, comme dans le Pays Basque. C'est venger ce jeune qui s'est fait abattre par les flics, simplement parce qu'il chantait en basque dans la rue. C'est soutenir les grèves qui secouent le pays !

Non, la terreur qu'exerce aujourd'hui Franco pour essayer de sauver son régime n'y fera rien. Il se débat dans ses derniers soubresauts. Sa barbarie ne l'en sortira pas !

**FRANCO ASSASSIN !
LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !**

matières premières : L'opep desserre l'étau du dollar

Les pays membres de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP), réunis au Gabon, viennent de franchir un nouveau pas dans la lutte qui les oppose à l'impérialisme pour assurer leur indépendance économique : désormais, le prix du pétrole ne sera plus calculé en dollars, mais en « droit de tirage spéciaux ».

VICTIMES DE L'INFLATION IMPERIALISTE

Entre décembre 1974 et aujourd'hui, le dollar a connu une chute vertigineuse, d'environ 35 %. Pour les pays producteurs de pétrole, dont le prix était jusqu'ici calculé en dollars, cette baisse représente un vol considérable sur leurs ressources légitimes. D'autant plus que, dans la même période, l'inflation qui s'est poursuivie dans les principaux pays capitalistes a considérablement renchéri le prix que les pays du Tiers-Monde paient pour les produits qu'ils importent : un institut économique suisse a calculé que le prix des produits ainsi importés augmentait deux fois et demie plus vite que l'inflation moyenne.

Quand on sait qu'officiellement, du fait de cette baisse du dollar, le

prix de la tonne de pétrole brut est passé en France de 420 F. à 360 F., alors que la hausse des prix continuait chez nous à grande allure, on est loin des affirmations mensongères selon lesquelles les pays arabes seraient responsables de l'inflation dans notre pays ! Comme le déclaraient solennellement les pays de l'OPEP au mois de mars : « Le réajustement récent du prix du pétrole n'a contribué que pour une part insignifiante au taux élevé de l'inflation, qui a été engendrée dans les économies des pays développés par des causes radicalement différentes. Cette inflation, exportée continuellement vers les pays en voie de développement, a perturbé leurs efforts de développement ».

DES MESURES DE DEFENSE

Déjà, au mois de février, un certain nombre de pays producteurs de pétrole avaient pris des mesures pour se défendre contre l'érosion de leurs revenus par la baisse du dollar. Notamment, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Qatar avaient sorti leurs monnaies de la zone dollar pour la rattacher aux « droits de tirage spéciaux » (le Koweït prenant une mesure semblable). Les « droits de tirage spéciaux » ont une valeur définie en fonction

du cours des différentes monnaies occidentales ; le dollar baissant plus vite que d'autres monnaies, comme le mark ou le franc, les DTS baissent donc moins vite que le dollar. Cette mesure permettait donc aux pays qui l'ont prise de ne pas voir leur monnaie s'effondrer avec le dollar, et de défendre leur pouvoir d'achat vis-à-vis des produits importés de pays à monnaies « fortes ». Aujourd'hui, le calcul du prix du pétrole en DTS va permettre que les revenus de la vente du pétrole ne s'effondrent pas pour les pays producteurs à la même allure que le dollar. Il reste à voir comment procéder au rattrapage de la baisse du prix du pétrole de ces derniers mois et à définir à l'avenir pour ce prix une base indépendante des monnaies impérialistes pourries.

L'UNITE DU TIERS-MONDE

La chute libre que le dollar a connue ces derniers mois fait entre autres parties d'une vaste offensive de l'impérialisme US, et de l'Agence de l'énergie créée sous sa houlette, contre les pays du Tiers-Monde producteurs de matières premières. Cette offensive s'est déployée sur plusieurs fronts : tentative pour mettre en difficulté les

pays producteurs en profitant de la mévente du pétrole due à la crise des économies impérialistes. Tentative pour opposer les autres pays du Tiers-Monde aux pays producteurs de pétrole : à la conférence de Paris, début avril, l'impérialisme US avait tenté de séparer la question du pétrole de la question d'ensemble des matières premières et du développement des pays du Tiers-Monde.

Pour l'essentiel, ces tentatives se sont heurtées à la ferme riposte des pays du Tiers-Monde. A la conférence de Paris, ils ont maintenu leur front commun face aux manœuvres de division. Face à la mévente du pétrole, les différents pays producteurs ont baissé leur production, rétablissant ainsi le rapport des forces. La base solide de cette riposte, c'est l'unité politique que les pays du Tiers-Monde construisent dans leur lutte contre l'exploitation impérialiste. C'est cette unité qui déjouera tous les calculs à courte vue des gens comme Kissinger (qui se fixe ouvertement pour but de « casser » l'OPEP) et font le songe creux de revenir aux vieux rapports de dictat des métropoles impérialistes sur les pays du Tiers-Monde.

Jean LERMET.

URSS : La situation des masses s'aggrave

Aujourd'hui dans l'URSS social-impérialiste, la plus grande partie du produit national sert à consolider la dictature fasciste, à militariser l'économie, pour le plus grand profit d'une couche qui vit dans le luxe, alors que le peuple subit dans tous les domaines l'exploitation capitaliste.

ACCELERATION DES CADENCES

Pour arracher toujours davantage de plus-value, la bourgeoisie soviétique accélère les cadences dans les usines. C'est Brejnev lui-même qui déclarait au Congrès des Syndicats en mars 1972 que les ouvriers « doivent travailler sans faire de pause et intensément ». Sous couvert d'« organisation scientifique du travail », les patrons révisionnistes ont mis au point, entre 1966 et 1970, plus d'un million de mesures pour « rationaliser » la production (d'après la revue soviétique « travail socialiste »). Tandis qu'ils réalisaient ainsi d'énormes économies sur la masse salariale, ils soumettaient les ouvriers à des « accidents du travail » de plus en plus fréquents. Les primes instituées sont une source de profits supplémentaires. La revue « communiste » (!) (N° 11, 1974) reconnaissait

que chaque rouble « versé comme prime par l'usine Aksaïsk (usine de plastique) lui permet un profit de 16 roubles et 60 kopecks ».

LICENCIEMENTS, CHOMAGE

Par suite de cette accélération des cadences, les patrons ont « remercié » dans la seule République Fédérative de Russie, jusqu'au premier juillet 1973, soixante dix mille ouvriers dans deux cent quatre vingt douze entreprises « travaillant à l'exemple de l'usine Tchekino », usine « pilote » dans ce domaine (journal soviétique TROUD). La presse officielle avoue qu'« il existe une main-d'œuvre excédentaire dans certaines régions », que « l'emploi y pose des problèmes ». Le travail est devenu tellement dur que de nombreux ouvriers partent « volontairement », comme on dit aussi chez nous, de leurs entreprises. C'est ainsi que 20 % de travailleurs de l'industrie ont changé d'usine en 1973. C'est à dire six millions et demi d'entre eux.

IMPOTS ACCRUS

Le peuple soviétique doit payer des impôts de plus en plus lourds. Selon les Annales des Statistiques Nationales

de l'URSS, leur montant global a presque doublé entre 1960 et 1973, passant de 5,6 à 16,7 milliards de roubles. Les impôts représentaient 11 % des revenus d'une famille ouvrière en 1973.

INFLATION

Alors que l'agence TASS reconnaît que 25 millions de personnes, le cinquième de la population des villes, ont des ressources inférieures au minimum vital, l'inflation s'accroît. Les chiffres officiels trahissent d'énormes augmentations des prix de détail dans les magasins d'Etat.

Entre 1960 et 1973 :

— Viande-volailles :	29 %
— Bœuf :	38 %
— Huile animale :	28 %
— Légumes :	33 %
— Choux :	66 %
— Farine :	48 %

Sur le marché libre, qui constitue une partie importante des produits alimentaires en particulier, l'écart est encore plus grand, car les prix sont de 63 % supérieurs au prix d'Etat (chiffre de 1972).

La bourgeoisie soviétique a recours aux mêmes méthodes que les bour-

geois occidentales : la revue « Communiste » avoue que pour certaines entreprises « changer la forme et le modèle des marchandises » est un prétexte pour « faire passer les prix des produits bon marché en ceux des produits coûteux », « ce qui a naturellement des effets sur la vie matérielle des habitants mal payés ».

OPPRESSION NATIONALE

Cette oppression des peuples soviétiques est encore plus grave dans les régions non russes : les salaires y sont en moyenne inférieure à 20 %, la consommation des masses n'atteint que 60 % de celle de la Russie.

LE PEUPLE SOVIETIQUE EST ENTRE EN LUTTE

Cette oppression subie par les travailleurs soviétiques provoque de plus en plus de colère. Les grèves perliées, l'absentéisme touchent tout le pays. Les grèves et les manifestations se sont multipliées malgré la répression féroce. Avec l'accentuation des difficultés économiques de la clique révisionniste, la lutte du peuple soviétique se renforcera davantage encore.

(D'après Pékin info. N° 21).

● **CAMBODGE** : la reconstruction du pays se poursuit rapidement. Plusieurs usines phnom-penhaises ont repris la production, dont les usines textiles et de matériel électrique, ainsi que le service des eaux et la principale centrale électrique.

● **PHILIPPINES** : Le président Marcos en visite à Pékin a décidé d'établir des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine, reconnaissant que Taïwan faisait partie du territoire chinois. Taïpeh a aussitôt rompu ses relations avec Manille ; cela montre l'affaiblissement de l'impérialisme US à la suite des victoires remportées par les peuples d'Indochine.

● **BIRMANIE** : Malgré la répression, le mouvement populaire de protestation contre le régime de Ne Win prend chaque jour plus d'ampleur : les principales universités ont été de nouveau fermées. Dans le même temps, à la suite de la mort au combat de Thakin Zin, président du CC du PC de Birmanie, et de Thakin Chit, secrétaire du CC, le comité central du PCC a envoyé ses condoléances au PCB, l'assurant de son soutien jusqu'à la victoire finale dans sa juste lutte « contre l'impérialisme, le féodalisme, la réaction et l'ennemi de classe, tant intérieur qu'extérieur ».

● **THAILANDE** : La crise économique et sociale se développe et les grèves se multiplient. Malgré l'intervention des groupes para-militaires, d'extrême droite et celle de l'ISOC (organisme de répression anti-communiste), malgré les déclarations du patronat (« nous ne céderons pas. Nous attendrons qu'ils crévent de faim »), les ouvriers du Standart Garment Company taïwanais et de l'Hôtel Dusit Thani — appartenant à la famille royale — ont obtenu le versement du salaire minimum quotidien garanti.

● **PORTUGAL** : Plusieurs centaines de révolutionnaires anti-fascistes ont assiégé le week-end dernier les dirigeants du parti fasciste « démocrate-chrétien », dans la caserne où ils s'étaient réfugiés après avoir voulu tenir une réunion préparatoire pour le prochain congrès de leur parti, suspendu après le 11 Mars.

Les masses portugaises restent vigilantes devant les menées de l'impérialisme US : ce dernier essaie de mettre sur pied un mouvement séparatiste aux Açores, appuyé par les émigrés portugais aux USA, et profitant de la crise agricole qui sévit aux Açores. Ces menées rencontrent la sympathie active du PPD réactionnaire, qui ne cache pas son désir de voir rester les troupes US dans l'île de Lajes.

SOCIAL-IMPERIALISME

● **HONGRIE** : Le chef du gouvernement hongrois, Lazar, a annoncé que la Hongrie traversait une grave crise économique.

De janvier à avril 1975 le déficit de la balance commerciale s'éleva à 4 milliards de forints, soit autant que pendant toute l'année 1974.

Le prix des matières premières et des produits énergétiques soviétiques importés a augmenté de 52 %.

● **DETENTE** : La présidence du Conseil Mondial de la Paix a déclaré à Stockholm que « La détente a ouvert de nouvelles perspectives de victoires dans les luttes pour un nouvel ordre économique international ». Or l'URSS s'était opposée à la session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières à la définition d'un nouvel ordre économique mondial revendiqué par les pays du Tiers-Monde en lutte contre le pillage de leurs ressources nationales par les trusts. Il s'agit donc d'une manœuvre des sociaux-impérialistes pour lier à leur vieux thème de la détente les objectifs de la lutte du Tiers-Monde. Mais les pays du Tiers-Monde ne se laisseront pas prendre à ces manœuvres recuites.